

ANNONCE

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 19 novembre 2025 / 28 jumada al awwal 1447 - N° 3960 - 13^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Le défunt CHERBAL ABDELMADJID "ANTAR"

www.dknews.dz

e-mail: contact@dknews.dz

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

**Le président de la République
décoré de la plus haute distinction
de l'ordre du mérite du mouvement
sportif méditerranéen**

P.3

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Examen de dossiers
relatifs à plusieurs
secteurs**

P.3

ALGÉRIE - PALESTINE

**L'Algérie réaffirme sa fidélité
à ses principes en clarifiant
son vote sur la résolution
du Conseil de sécurité
relative à Ghaza**

P.24

LOI DE FINANCES 2026

Un budget 2026 tourné vers la relance, l'équité fiscale et l'amélioration du quotidien des citoyens

L'Assemblée populaire nationale a franchi hier mardi une nouvelle étape majeure dans la dynamique économique du pays en adoptant, à une large majorité, le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2026. Une adoption marquée par un débat dense, des amendements substantiels et une volonté commune d'inscrire le développement national dans une trajectoire de stabilité, de modernisation et de soutien concret au citoyen. Présidée par Brahim Boughali, en présence du ministre des Finances Abdelkrim Bouzred et de plusieurs membres du gouvernement, la séance plénière a permis aux députés d'examiner en détail les 12 propositions inscrites dans le rapport complémentaire de la commission des finances. P.4



NUMÉRISATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

**L'Algérie lance une
plateforme innovante
pour faciliter l'importation**

P.6

UNE NOUVELLE ÈRE MÉDIATIQUE EN ALGÉRIE

**Modernisation juridique,
régulation renforcée et
ouverture internationale**

P.3

UN SOUFFLE NOUVEAU POUR L'ALGÉRIE PRODUCTIVE

**Oran inaugure les premières
Olympiades des Métiers et affirme
son ambition continentale et mondiale**

P.24

SANTÉ

PLAQUE DENTAIRE

**Pourquoi
faut-il
l'éliminer ?**

Pp 12-13

FOOTBALL

CAN-2025
(PRÉPARATION)

**L'Algérie bat
l'Arabie saoudite
(2-0)**

P.22



ALGER

**Ouarda Amel : une
étoile du cinéma
algérien s'éteint,
mais son héritage
demeure**

P.16

AIR ALGÉRIE

**Reprise des vols
à destination
de Johannesburg
à compter
du 16 janvier
prochain**

P.2

LA COUR DE JUSTICE DE BOUIRA

Une journée d'étude consacrée à la lutte contre le blanchiment d'argent



La Cour de justice de Bouira a organisé, mardi, une journée d'étude consacrée à la lutte contre le blanchiment d'argent, réunissant magistrats, experts et spécialistes pour débattre des défis juridiques, institutionnels et opérationnels liés à ce phénomène financier complexe.

Une rencontre jugée essentielle au moment où l'Algérie renforce ses mécanismes de surveillance et adapte son arsenal juridique aux standards internationaux.

Dans son allocution d'ouverture, le procureur général près la Cour de Bouira, Fayçal Ben Daas, a insisté sur la nécessité d'une coordination renforcée entre les différentes institutions concernées « judiciaires, financières et sécuritaires » pour garantir une lutte efficace contre ce crime aux ramifications multiples.

Selon lui, seule une approche intégrée permettra d'obtenir des résultats tangibles.

Le président de la Cour, Belarbi Zahmani Mohamed, a pour sa part rappelé que l'Algérie s'est engagée depuis plusieurs années dans une politique pénale rigoureuse visant à détecter, prévenir et sanctionner le blanchiment d'argent.

Il a également retracé les grandes étapes des réformes législatives entreprises pour renforcer la transparence des opérations financières et encadrer les professions exposées.

Au cœur de la journée, une intervention du vice-procureur général, Boutoughmas Messaoud Zine Labidine, a mis en lumière les efforts continus de l'Algérie pour se conformer aux normes internationales, notamment celles du Groupe d'action financière (GAFI).

Il a détaillé les mesures adoptées pour améliorer la traçabilité des transactions suspectes, renforcer la coopération internationale et protéger le système financier national contre les flux illicites.

Organisée en collaboration avec la coordination du Conseil des notaires, cette rencontre a permis de sensibiliser les acteurs judiciaires sur la portée stratégique de la lutte contre le blanchiment d'argent, considérée aujourd'hui comme un enjeu majeur pour la stabilité économique et la protection des institutions.

R.L

AIR ALGÉRIE

Reprise des vols à destination de Johannesburg à compter du 16 janvier prochain

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, mardi dans un communiqué, la reprise de ses vols à destination de Johannesburg (Afrique du sud) à compter du 16 janvier 2026.

Le programme de la ligne Alger-Johannesburg comprend trois vols par semaine, précise la même source ajoutant que la réservation est ouverte dès ce mardi.

"Cette reprise s'inscrit dans le cadre des efforts d'Air Algérie pour renforcer ses services internationaux et développer son réseau africain, offrant ainsi à ses clients des options de voyage plus flexibles et une expérience confortable", souligne la compagnie nationale dans son communiqué.

CLIN D'ŒIL

ACCIDENTS DE LA ROUTE 40 morts et 1710 blessés en une semaine (Protection civile)



Quarante (40) personnes sont décédées et 1710 autres ont été blessées dans 1393 accidents de la circulation, survenus durant la période du 9 au 15 novembre, à travers le territoire national, indique mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa, avec 5 morts et 26 blessés, suite à 10 accidents de la route, précise la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 1914 interventions pour l'extinction de 1270 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (117 incendies), Blida (106) et Tlemcen (79).

Concernant les opérations diverses, 6113 interventions ont été effectuées, durant la même période, pour le sauvetage de 523 personnes en situation de danger et l'exécution de 5396 opérations d'assistance, conclut le bilan.

JIJEL

Opération de plantation de 55.000 oliviers dans différentes communes de la wilaya

Une opération portant sur la mise en terre de 55.000 oliviers dans différentes communes de la wilaya de Jijel a été lancée dans le cadre d'un programme d'extension des superficies dédiées à cette filière, a indiqué, mardi le directeur des services agricoles (DSA), Bilal Chenouia.

Il s'agit-là, selon le même responsable, d'un programme "ambitieux" arrêté par la DSA et destiné à étendre les superficies oléicoles à travers le lancement de cette "importante" opération devant être réalisée dans plusieurs communes. Inscrite dans le cadre du programme national de l'agriculture et du développement rural, cette opération de plantation a été dotée d'un budget de 55 millions de dinars, selon M. Chenouia qui a précisé que la mise en terre des oliviers, subdivisés en lots, se déroulera sur une période d'un mois.

Le président de la chambre de l'agriculture, Toufik Baka, a souligné, pour sa part, qu'il est prévu une production de l'ordre de 6 millions de litres d'huile d'olive à l'issue de l'actuelle saison de récolte, soit "une augmentation de 40 à 50 % par rapport à la saison écoulée".

MASCARA

Perturbations dans l'approvisionnement en eau potable dans 10 communes en raison de travaux de maintenance (ADE)

Dix communes de la wilaya de Mascara enregistrent une perturbation dans l'approvisionnement en eau potable en raison de travaux de maintenance, a indiqué mardi la société l'Algérienne des eaux (ADE).

Ces perturbations qui ont commencé lundi, touchent les communes de Bouhenni, Sig, Oggaz, El Alaimia, Ras El Ain Amirouche, Mohammadia, Macta Douz, El Ghomri, Sedjrara et Sidi Abdelmoumen, précise la même source, expliquant que cette situation est due à des travaux de maintenance, toujours en cours, au niveau des installations de l'usine de dessalement de l'eau de mer de Magtaa (Oran), qui alimente Sig et Mohammadia.

L'approvisionnement en eau potable dans les communes concernées sera progressivement rétabli dès la fin des travaux, selon l'ADE, qui a déployé des camion-citernes mobiles pour approvisionner les habitants pendant cette période, ajoute-on.

Horaires des prières



Fajr: 06h00
Dohr: 12h33
Asr: 15h16
Maghreb: 17h36
Isha: 19h01

MÉTÉO

| | | |
|--------------|-------|-----|
| Alger | : 20° | 11° |
| Oran | : 18° | 12° |
| Annaba | : 18° | 10° |
| Béjaïa | : 17° | 10° |
| Tamanrasset: | 28° | 14° |

ÉDITORIAL DK NEWS DU JOUR Nos sapeurs-pompiers, sentinelles du courage et piliers de la nation

La Protection civile algérienne incarne l'un des piliers essentiels de la sécurité nationale, un rempart discret mais déterminant face aux dangers qui menacent quotidiennement nos citoyens.

Les femmes et les hommes qui composent ce corps d'élite ne sont pas seulement des combattants du feu : ils sont avant tout des protecteurs polyvalents, engagés avec une abnégation rare dans des missions qui dépassent largement l'image traditionnelle que l'on se fait de leur métier.

En effet, l'action du sapeur-pompier s'étend bien au-delà des incendies qu'il maîtrise avec bravoure.

Il intervient lors d'effondrements d'immeubles, dans les zones fragilisées par l'ancien bâti ou les glissements de terrain, et se mobilise avec la même détermination en cas d'inondations soudaines.

Qu'il s'agisse d'urgence avérée ou de prévention anticipée, il demeure présent, vigilant et prêt à agir.

Le citoyen algérien le sait bien : à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, un seul numéro suffit pour appeler à l'aide.

Derrière ce contact simple se cache un réseau organisé, réactif et humain, qui assure le transfert des malades en détresse, intervient dans les situations critiques et multiplie les efforts pour sauver, protéger et prévenir.

Cette capacité d'action, diversifiée et efficace, n'est pas le fruit du hasard.

Elle est le résultat d'un professionnalisme rigoureux, d'une formation exigeante et d'un dévouement constant.

C'est d'ailleurs cette rigueur qui vaut à nos sapeurs-pompiers une reconnaissance internationale de plus en plus affirmée.

Leur participation à des missions humanitaires à l'étranger, menées auprès de pays frères et amis, a démontré l'excellence de ce corps et la solidité de son engagement.

À chaque opération, ils portent haut les valeurs de solidarité, d'humanité et de fraternité qui distinguent notre nation.

À travers ces lignes, il importe de mettre en lumière ces jeunes femmes et hommes qui, loin des projecteurs, accomplissent un travail immense pour la patrie.

Ils sont là, partout, tout le temps, prêts à affronter le danger pour préserver la vie.

Leur présence rassure, leur courage inspire, et leur sens du devoir rappelle que le service de la nation demeure l'une des plus nobles vocations.

Aux côtés des policiers, des gendarmes, des soldats de l'ANP et de l'ensemble des corps sécuritaires, ils illustrent la force d'un peuple uni, solidaire et profondément attaché à ses valeurs.

Ils sont les enfants de cette nation, et cette nation leur témoigne une reconnaissance indéfectible.

Car la réussite d'un pays repose d'abord sur la cohésion, la confiance et le respect que ses citoyens portent à ceux qui veillent sur eux. Une nation qui sait valoriser ses serveurs, reconnaître leurs sacrifices et souligner leurs qualités, est une nation destinée à s'élever vers des horizons de réussite et de dignité. Mettre en avant nos sapeurs-pompiers, c'est reconnaître un courage quotidien, discret mais décisif.

Continuons à soutenir leur mission et à célébrer, à travers eux, la grandeur d'un peuple qui avance avec courage, solidarité et espoir.

RÉDACTION

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Le président de la République décoré de la plus haute distinction de l'ordre du mérite du mouvement sportif méditerranéen

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été décoré, hier, de la plus haute distinction de l'ordre du mérite du mouvement sportif méditerranéen par le Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM).

Cette distinction a été décernée au président de la République en reconnaissance de l'excellente organisation des manifestations sportives internationales accueillies par l'Algérie sous sa direction et conformément à ses orientations, ainsi que pour sa politique visant à encourager les athlètes et le mouvement sportif en général, de l'élite aux clubs, écoles et universités.



RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de dossiers relatifs à plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret présidentiel fixant les ouvrages artistiques dans les espaces publics, ainsi que des communications relatives aux secteurs de l'Éducation, de la Recherche scientifique et de l'Environnement, indique un communiqué des services du Premier ministre.

"Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mardi 18 novembre 2025, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après :

Le Gouvernement a examiné, en premier lieu, un projet de décret présidentiel fixant les conditions et les modalités de réalisation des ouvrages artistiques dans les espaces publics et leur entretien. Ce projet de texte vise à établir un cadre réglementaire pour la création et la réalisation d'œuvres d'art dans l'espace public, notamment des statues, des monu-

ments et des mémoriaux, qui reflètent l'importance historique, culturelle et sociale de la nation algérienne et ce, en définissant les conditions et les modalités de leur création et de leur réalisation, ainsi que les normes et spécifications techniques et esthétiques applicables.

Par ailleurs, et dans le cadre de la mise en œuvre des instructions de Monsieur le Président de la République, relatives à l'amélioration des conditions matérielles et de services au niveau des écoles primaires, le Gouvernement a entendu une communication sur le plan d'action d'urgence destiné à améliorer la qualité de la scolarité des élèves, notamment en ce qui concerne l'alimentation, l'entretien, le chauffage, le transport et la mise à disposition de personnel pour l'année scolaire en cours, en particulier au profit des élèves vivant dans des zones reculées et rurales. Le Gouvernement a éga-

lement entendu une communication sur les mécanismes d'appropriation du transfert technologique et la construction d'un modèle de développement national fondé sur l'innovation et les résultats de la recherche scientifique, dans le cadre du renforcement du rôle économique des universités.

La feuille de route élaborée à cet effet, prévoit la mise en place d'un réseau national intégré, regroupant tous les laboratoires et plateformes technologiques des universités et des centres de recherche, afin d'optimiser l'utilisation des ressources techniques et humaines, de bâtir une souveraineté technologique durable et de créer une nouvelle dynamique de croissance industrielle et économique. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur la nomenclature nationale des filières de recyclage et de valorisation des déchets. A cette occasion, il a

été mis en exergue la stratégie adoptée par les hautes autorités du pays, portant sur la transition vers une économie circulaire, notamment à travers la valorisation des déchets comme étant un levier stratégique de développement durable, permettant à la fois de préserver les ressources naturelles, de réduire la dépendance aux matières premières importées et de créer des emplois locaux dans les filières vertes. Cette stratégie s'articule autour du déploiement des filières structurées de recyclage et de valorisation couvrant l'ensemble du territoire national, de la mise en œuvre de la responsabilité élargie du producteur afin d'impliquer pleinement les industriels dans la gestion et le financement de la fin de vie des produits et du développement d'infrastructures modernes, visant à transformer les déchets en ressources et en énergie".

APS

UN NOUVEL ÉLAN POUR LA GOUVERNANCE LOCALE

L'Algérie renforce son corps de cadres territoriaux

Dans une dynamique nationale clairement tournée vers l'efficacité administrative et l'amélioration durable du service public, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé un mouvement partiel touchant plusieurs catégories de cadres locaux.

Cette décision, approuvée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'inscrit dans une stratégie de modernisation approfondie de la gouvernance territoriale.

Elle reflète la volonté de l'État de doter les institutions locales de compétences renouvelées, en phase avec les exigences du développement et les attentes croissantes du citoyen.

À travers cette opération, le ministre Saïd Sayoud confirme l'orientation nationale visant à accélérer la cadence du développement local, à optimiser l'application des décisions publiques et à insuffler davantage de dynamisme dans l'action territoriale.

Ce mouvement, qui concerne les inspecteurs généraux de wilaya, les directeurs de la réglementation et des affaires publiques, les directeurs de l'administration locale ainsi que les directeurs délégués auprès des circonscriptions administratives, traduit un changement structurant qui dépasse le simple renouvellement des postes.

Il s'agit d'un véritable outil d'accompagnement de la transformation en cours dans les collectivités locales.

À travers ces nominations et mutations, le ministère souhaite renforcer l'esprit d'initiative, encourager la performance et valoriser l'accès des jeunes cadres aux responsabilités, un principe que l'État place désormais au centre de sa politique de gestion des ressources humaines.

En promouvant des profils compétents, l'administration affirme sa volonté d'ancrer une nouvelle culture managériale, fondée sur la rigueur, la transparence et la qualité du service rendu. La promotion de

six cadres au rang d'inspecteurs généraux de wilaya marque une étape importante pour la supervision territoriale.

Ces inspecteurs sont au cœur du contrôle, du suivi et de l'évaluation des politiques publiques locales.

Leur mission est décisive pour garantir la cohérence des actions engagées dans les wilayas et assurer la bonne exécution des programmes de développement. La mutation de huit autres inspecteurs s'inscrit dans une logique d'optimisation des compétences, permettant une meilleure répartition des expertises à travers le territoire national.

De même, la mise à la retraite de quatre cadres et la fin de fonctions de deux autres illustrent la transition progressive vers une nouvelle génération de responsables administratifs.

Dans le domaine de la réglementation et des affaires publiques, la promotion de deux cadres et la mutation de cinq autres participent à la consolidation d'un secteur où la modernisation normative et la réactivité institutionnelle sont essentielles. Ces directions jouent un rôle central dans l'accompagnement des projets de développement, le traitement des dossiers administratifs et la gestion des autorisations réglementaires.

Leurs performances conditionnent directement la fluidité des services et la qualité de l'accueil des citoyens dans les administrations locales.

En parallèle, le renouvellement opéré dans les directions de l'administration locale vient renforcer l'efficacité des structures internes des wilayas. Avec six promotions, neuf mutations, deux départs à la retraite et une fin de fonction, ce segment stratégique de l'administration locale bénéficie d'un souffle nouveau. Les directeurs de l'administration locale sont chargés de coordonner plusieurs services sensibles, tels que la gestion des ressources humaines, la logistique administrative ou

encore la mise en œuvre des décisions émanant des exécutifs locaux.

Leur rôle, souvent discret mais fondamental, conditionne la capacité des collectivités à répondre rapidement et efficacement aux besoins de la population. Le mouvement touche également les directeurs délégués de la réglementation et des affaires générales auprès des circonscriptions administratives.

Cinq cadres ont été promus à ces postes, qui constituent aujourd'hui des relais essentiels entre les wilayas et les administrations locales.

Leur mission est cruciale dans la gestion territoriale de proximité, puisqu'ils interviennent directement dans les zones administrativement stratégiques.

À travers ces changements, le ministère de l'Intérieur réaffirme son engagement à moderniser les collectivités locales et à renforcer leur performance globale.

Le recours accru à des jeunes cadres vise non seulement à soutenir l'innovation administrative, mais aussi à instaurer de nouvelles méthodes de gestion fondées sur la vitesse d'exécution, l'efficacité et la transparence.

Ces mouvements internes traduisent également une volonté de consolider l'architecture institutionnelle du pays, en donnant plus de cohérence et de visibilité à l'action publique locale.

Ce vaste chantier de rénovation des structures territoriales s'inscrit dans une vision à long terme, où le citoyen demeure au centre des priorités.

En renouvelant ses cadres, l'État prépare les fondations d'une gouvernance locale modernisée, capable de répondre aux défis actuels et futurs.

Cette impulsion nouvelle ouvre la voie à une administration plus performante, plus proche des citoyens et mieux outillée pour soutenir les ambitions de développement national.

UNE NOUVELLE ÈRE MÉDIATIQUE EN ALGÉRIE

Modernisation juridique, régulation renforcée et ouverture internationale

Dans la dynamique de transformation profonde engagée par les pouvoirs publics, le secteur de la communication poursuit sa modernisation à travers un ensemble d'initiatives et de réformes qui redessinent progressivement le paysage médiatique national.

Pour le ministre de la Communication, M. Bouamama, l'arsenal juridique mis en place ces dernières années ouvre désormais la voie à une presse plus structurée, plus transparente et mieux accompagnée, tout en assurant une régulation adaptée aux enjeux contemporains.

L'un des points essentiels de cette refonte concerne l'accès des médias nationaux au Fonds d'aide à la presse, un mécanisme relancé afin de soutenir les entreprises médiatiques dans leur développement et leur adaptation à un environnement en mutation rapide.

Il s'agit non seulement d'un appui financier, mais aussi d'un instrument stratégique destiné à renforcer la viabilité économique des rédactions et à encourager la professionnalisation du secteur.

Le ministre souligne également qu'une nouvelle étape sera franchie dès l'année prochaine avec la finalisation du dispositif juridique encadrant les activités de sondage.

Ce chantier, particulièrement attendu, vise à assurer la crédibilité et la transparence des enquêtes d'opinion, afin qu'elles deviennent un outil fiable d'aide à la décision publique.

En parallèle, la régulation des activités publicitaires sera renforcée dans l'objectif de protéger le consommateur, d'encadrer les pratiques commerciales et de garantir une concurrence saine entre les acteurs du marché.

M. Bouamama a, en outre, évoqué la proposition de révision de la valeur financière du Prix du président de la République du journaliste professionnel.

Cette révision, qui concernera également les conditions d'attribution du prix, ambitionne de rehausser le prestige de cette distinction et de valoriser davantage l'excellence journalistique nationale.

Elle s'inscrit dans une volonté plus large de reconnaître le rôle central de la presse dans la vie démocratique, tout en encourageant l'innovation éditoriale et l'engagement citoyen.

Sur le plan institutionnel, l'Agence Algérie Presse Service (APS) poursuit elle aussi sa transformation.

Le ministre a mis en avant deux projets majeurs : le renforcement de la cybersécurité, devenu un impératif face aux risques croissants dans l'univers numérique, et l'avancement de la nouvelle cité médiatique « Dzair Media City ».

Cette dernière, actuellement en cours de réalisation, constitue l'un des projets les plus ambitieux du secteur.

Placée sous la supervision directe du Premier ministre et menée en coordination avec plusieurs départements ministériels, elle répond aux orientations du président de la République visant à créer un pôle médiatique moderne, technologique et capable d'accompagner les mutations du monde de l'information.

Parallèlement à ces efforts internes, la coopération internationale occupe une place importante dans la stratégie du ministère de la Communication.

M. Bouamama rappelle, à ce titre, la volonté de diversifier les partenariats avec les pays arabes et africains, notamment à travers l'actualisation d'accords existants et la conclusion de nouveaux cadres de collaboration.

Ces démarches s'ajoutent à l'ouverture vers d'autres partenaires étrangers, particulièrement dans les domaines de la formation, de l'échange d'expertises et du transfert de compétences, autant d'éléments indispensables pour renforcer le professionnalisme des acteurs médiatiques nationaux.

L'ensemble de ces actions reflète une ambition claire : hisser le secteur de la communication à un niveau conforme aux standards internationaux, tout en préservant les spécificités nationales et en consolidant le rôle de la presse dans l'édification d'une société démocratique, informée et résolument tournée vers l'avenir.

À travers cette dynamique, l'Algérie affirme sa volonté de bâtir un environnement médiatique robuste, pluraliste et pleinement adapté aux défis du monde moderne.

R.N

R.N

TIPAZA

La ministre de l'Environnement lance une grande opération de restauration écologique et de préservation de la biodiversité



Dans un contexte marqué par les récents incendies qui ont ravagé plusieurs zones forestières, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, Mme Kaoutar Krikou, s'est rendue aujourd'hui à Tipaza pour évaluer l'ampleur des dégâts environnementaux et annoncer le lancement d'une initiative nationale visant à restaurer le couvert végétal et protéger la biodiversité.

Accompagnée du wali de la wilaya, M. Mohamed Amine Ben Chaoulia, Mme Krikou a effectué une visite sur le terrain afin de constater de visu les conséquences des feux sur les espaces forestiers et les écosystèmes locaux.

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une stratégie gouvernementale ambitieuse, visant non seulement à réparer les zones endommagées mais également à renforcer la résilience écologique de la région face aux catastrophes naturelles.

Lors de cette visite, la ministre a souligné l'importance cruciale de la préservation de la biodiversité et de la restauration du couvert végétal comme piliers de la sécurité environnementale et du développement durable.

Elle a insisté sur la nécessité de mobiliser toutes les parties prenantes, des autorités locales aux associations de la société civile, pour garantir l'efficacité de cette campagne et assurer un suivi rigoureux des opérations de reboisement et de protection des habitats naturels.

La campagne nationale annoncée par le ministère comprendra des actions concrètes de reboisement, de lutte contre l'érosion des sols et de conservation des espèces menacées.

Elle s'inscrit également dans une démarche de sensibilisation des populations locales à l'importance de la protection de l'environnement et à l'adoption de comportements écoresponsables.

Les autorités locales ont salué l'engagement du ministère, soulignant que cette initiative constitue une étape décisive pour la sauvegarde du patrimoine naturel de Tipaza et pour la prévention de futurs incidents environnementaux.

La collaboration entre l'État, les collectivités territoriales et les citoyens est perçue comme un facteur déterminant pour le succès de cette campagne de restauration écologique.

À travers cette action, le gouvernement réaffirme sa volonté de renforcer les mécanismes de protection de l'environnement tout en promouvant un modèle de développement durable, où la gestion responsable des ressources naturelles et la préservation des écosystèmes occupent une place centrale.

R.L

PARLEMENT

Un budget 2026 tourné vers la relance, l'équité fiscale et l'amélioration du quotidien des citoyens

L'Assemblée populaire nationale a franchi hier mardi une nouvelle étape majeure dans la dynamique économique du pays en adoptant, à une large majorité, le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2026.

Une adoption marquée par un débat dense, des amendements substantiels et une volonté commune d'inscrire le développement national dans une trajectoire de stabilité, de modernisation et de soutien concret au citoyen.

Présidée par Brahim Boughali, en présence du ministre des Finances Abdelkrim Bouzred et de plusieurs membres du gouvernement, la séance plénière a permis aux députés d'examiner en détail les 12 propositions inscrites dans le rapport complémentaire de la commission des finances.

Certaines ont été validées, d'autres écartées ou retirées, dans un esprit de responsabilité et d'équilibre budgétaire.

Parmi les mesures phares adoptées, l'introduction de l'article 50 bis a particulièrement retenu l'attention.

Ce nouveau dispositif prévoit une augmentation modérée de 400 dinars de la taxe sur les billets de transport in-

ternational, qu'il s'agisse de trajets individuels ou collectifs, par voie aérienne ou maritime. L'objectif affiché est clair : renforcer la liquidité du Trésor public et consolider durablement les recettes de l'État, sans pénaliser excessivement les usagers.

Autre décision majeure : l'amendement de l'article 89 consacré à la régularisation fiscale volontaire.

Désormais, les citoyens et opérateurs économiques en situation d'irrégularité disposent d'un cadre plus incitatif pour se conformer à leurs obligations avant le 31 décembre 2026.

Le taux de l'impôt unique libératoire est ramené de 10 % à 8 %, accompagné d'une procédure simplifiée et sans sanctions, afin de renforcer la confiance entre l'administration et les contribuables.

Sur le plan social, les députés ont validé l'article 134 bis, prolongeant jusqu'à fin 2026 l'exonération de la TVA et la

réduction des droits de douane sur les viandes blanches congelées importées.

Une mesure destinée à offrir des produits à prix raisonnables, stabiliser le marché national et réduire la pression sur le pouvoir d'achat des ménages.

La dimension économique et entrepreneuriale n'a pas été en reste.

L'amendement de l'article 158 sur les micros zones d'activités ouvre la voie à une meilleure organisation des espaces dédiés aux jeunes porteurs de projets.

Le nouveau mécanisme confie désormais aux présidents des Assemblées populaires communales la décision d'attribuer, de convertir ou d'annuler les concessions sur les terrains relevant du domaine privé de l'État dans ces zones.

Une décentralisation destinée à accélérer la création de petites entreprises et à dyna-

miser l'économie locale.

Dans une intervention appréciée, Mohamed Ben Hachem, président de la Commission des finances et du budget de l'APN, a salué l'ensemble des dispositions introduites dans ce PLF 2026.

Il a souligné leur rôle dans la protection du pouvoir d'achat, la consolidation des équilibres macroéconomiques et l'amélioration continue des services publics.

Selon lui, ce texte traduit une ambition claire : encourager l'investissement, accompagner les startups, soutenir une croissance durable et orienter les moyens de l'État vers les secteurs stratégiques, notamment les énergies renouvelables.

Adopté dans un climat de responsabilité et d'ouverture, le budget 2026 se veut ainsi un outil de réforme et de progrès, conciliant rigueur financière, justice sociale et vision économique tournée vers l'avenir.

R.N

UN ONOU EN PLEINE MUTATION

L'APN examine les avancées d'un service public universitaire en transformation

L'Assemblée populaire nationale a accueilli une réunion importante consacrée aux œuvres universitaires, au moment où plus de 1,7 million d'étudiants bénéficient des dispositifs d'hébergement, de restauration et de transport.

Devant la Commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses, le directeur général de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), Adel Mezough, a présenté un exposé détaillé sur l'évolution de cet organisme stratégique.

Cette audition, marquée par une atmosphère d'écoute et d'échanges constructifs, a mis en lumière les efforts structurels engagés pour moderniser l'accompagnement social des étudiants sur tout le territoire national.

Dès l'ouverture de la séance, le président de la Commission, Zakaria Belkhir, a souligné l'importance du rôle joué par l'ONOU dans la vie quotidienne de centaines de milliers d'universitaires.

Il a salué les actions entreprises en matière d'amélioration de la qualité des services, ainsi que les mesures adoptées pour maintenir un suivi régulier des infrastructures d'hébergement.

L'exposé du directeur général est venu confirmer cette dynamique réformatrice, en mettant en avant les réalisations les plus récentes qui témoignent d'une volonté de répondre aux attentes des étudiants et aux exigences du cadre universitaire moderne.

L'un des points centraux de l'audition a été la réception, durant l'année universitaire en cours, de cinq nouvelles résidences implantées dans plusieurs wilayas, ainsi que l'ouverture de trois directions supplémentaires destinées à renforcer les capacités de gestion de l'Office.

À cela s'ajoutent de nombreuses opérations de rénovation menées afin

d'assurer un meilleur confort et une sécurité renforcée dans les infrastructures existantes. Ce renouvellement constant illustre l'engagement de l'ONOU à réhabiliter les établissements les plus anciens et à créer de nouveaux espaces répondant aux standards actuels.

S'agissant de la numérisation, véritable pilier de modernisation du service public universitaire, Adel Mezough a annoncé la mise en place d'une plateforme numérique et d'une application dédiée à la restauration, intégrant tant les volets administratifs que comptables.

En parallèle, l'utilisation de la carte d'étudiant liée au portefeuille électronique constitue une avancée notable, permettant une meilleure traçabilité, une transparence accrue et une fluidité dans l'accès aux prestations.

La digitalisation de la bourse universitaire, effectuée avec la collaboration d'Algérie Poste, a également été saluée : elle a permis de dématérialiser entièrement les transactions au profit de plus d'un million d'étudiants, mettant fin aux pratiques anciennes qui engendraient retards et complications. Les membres de la Commission ont profité de cette occasion pour soulever plusieurs préoccupations exprimées souvent par les étudiants sur le terrain. Ils ont évoqué la surcharge constatée dans certaines résidences, notamment dans les grands pôles universitaires, ainsi que la vétusté des équipements dans d'autres.

Les députés ont aussi abordé les questions sensibles liées à la sécurité dans les structures d'hébergement, considérée comme une priorité absolue, ainsi que la problématique du transport universitaire, parfois insuffisant pour répondre à l'affluence des usagers.

La limite d'âge de 28 ans fixée pour l'accès à l'hébergement universitaire a également été débattue. Plusieurs élus estiment que cette condition exclut injustement des étudiants dont le parcours académique a été ralenti par des

difficultés personnelles, sociales ou de santé. Ils ont appelé à un encadrement plus rigoureux des organisations estudiantines, certaines ayant un rôle déterminant dans l'animation et la médiation universitaire, mais nécessitant une structuration plus claire pour mieux accompagner les étudiants.

Dans ses réponses, le directeur général de l'ONOU a affirmé que des réformes étaient déjà en cours pour améliorer le fonctionnement global de l'Office. Il a expliqué que des propositions législatives étaient en préparation afin de revoir certains mécanismes de gestion, d'améliorer le cadre réglementaire et de renforcer les principes de transparence dans l'administration de l'Office. Cette démarche vise à consolider un modèle plus performant, orienté vers l'efficacité, la clarté des procédures et la bonne gouvernance.

La réunion a ainsi permis de mettre en lumière la transition profonde que connaît l'ONOU, engagé dans une modernisation accélérée qui touche aussi bien les infrastructures que les modes de gestion. Avec l'ouverture de nouvelles résidences, la rénovation des anciennes, la digitalisation des services et l'intensification du dialogue avec les représentants des étudiants et les élus, l'Office semble engagé sur une trajectoire nouvelle.

L'objectif affiché est clair : offrir un environnement universitaire plus harmonieux, plus fonctionnel et plus sécurisé, capable d'accompagner l'ambition des jeunes Algériens et de soutenir le développement du système d'enseignement supérieur.

À travers cette audition, c'est une vision à long terme qui se dessine : celle d'un service public universitaire rénové, modernisé, et mieux adapté à la réalité d'un pays qui compte sur sa jeunesse pour bâtir son avenir.

L'ONOU, en pleine transformation, se positionne aujourd'hui comme un acteur majeur de cette dynamique nationale.

R.N

M^{ME} LEILA ASLAOUI À TISSEMSILT L'Université « Ahmed Ben Yahia El Wancharissi » accueille un forum international sur le droit des individus de recourir à la justice constitutionnelle pour la protection de leurs droits et libertés

Dans le cadre de la célébration de la quatrième année de sa fondation et sous le haut patronage de la présidente de la Cour constitutionnelle algérienne, Mme Leila Aslaoui, la ville de Tissemsilt a été le théâtre, les 18 et 19 novembre 2025, d'un forum international consacré au droit des individus de recourir à la justice constitutionnelle pour la protection de leurs droits et libertés.

Organisé en partenariat avec la Faculté de droit de l'Université « Ahmed Ben Yahia El Wancharissi », l'Ordre des avocats de Tissemsilt et de Tiaret et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie, cet événement scientifique d'envergure a rassemblé magistrats constitutionnels, universitaires, experts et juristes venus de plusieurs pays amis et partenaires, dont la Turquie, le Portugal, la Palestine, l'Égypte et le Sahara occidental.

L'inauguration a été marquée par la présence de hauts responsables locaux et nationaux, dont le wali de Tissemsilt, M. Fethi Bouzaid, le président de l'APW, des représentants des tribunaux de Tissemsilt et de Tiaret, et le secrétariat permanent du Congrès des juridictions constitutionnelles africaines.

Ce rassemblement illustre l'engagement de l'Algérie à promouvoir une justice constitutionnelle accessible, efficace et protectrice des droits fondamentaux, conformément à l'esprit et aux principes du dernier amendement constitutionnel de 2020.

Au cœur des débats, le forum a exploré le mécanisme du recours individuel devant la Cour constitutionnelle, en analysant sa capacité à garantir l'effectivité des droits et libertés.

La présidente de la Cour constitutionnelle a insisté sur l'importance de diffuser une culture constitutionnelle solide en Algérie, en s'appuyant à la fois sur l'expérience nationale et sur les pratiques comparatives internationales.

L'accès individuel à la justice constitutionnelle constitue, selon elle, un instrument fondamental pour consolider l'État de droit et assurer la primauté des droits et libertés dans la société algérienne.

La dimension comparative du forum a offert aux participants une vision approfondie des différentes pratiques judiciaires à travers le monde.

Des magistrats et experts internationaux ont partagé leurs expériences concernant la mise en œuvre du recours constitutionnel individuel, permettant d'identifier des solutions adaptées au contexte algérien.

Ces échanges ont mis en lumière les enjeux liés à l'efficacité des procédures, à la protection des droits civiques et



politiques, ainsi qu'à la sauvegarde des libertés fondamentales, en insistant sur la nécessité d'un cadre procédural clair pour éviter toute entrave au droit de défense des citoyens.

Le forum a également examiné les dispositifs institutionnels et législatifs facilitant l'accès à la Cour constitutionnelle.

Les discussions ont souligné le rôle central de l'Ordre des avocats et de la Cour constitutionnelle dans la sensibilisation des citoyens à leurs droits et dans la simplification des démarches administratives et judiciaires.

La collaboration entre les autorités judiciaires, les institutions académiques et les experts internationaux a été présentée comme un levier indispensable pour renforcer la culture du recours constitutionnel et encourager la participation active des citoyens à la protection de leurs droits.

Dans son allocution, le wali de Tissemsilt, M. Fethi Bouzaid, a salué l'organisation de ce forum comme un événement scientifique majeur, illustrant la vitalité et le dynamisme de la Cour constitutionnelle algérienne au niveau national et international.

Il a souligné que cet engagement reflète la volonté des plus hautes autorités du pays, sous la direction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de placer le citoyen et ses droits humains au cœur des priorités nationales.

Selon lui, la justice constitutionnelle constitue un pilier essentiel pour garantir l'égalité des droits et des devoirs, renforcer la citoyenneté et assurer une société juste et équitable.

Les échanges ont mis en avant le rôle crucial de la Cour constitutionnelle dans la pro-

tection des droits au quotidien.

Les participants ont discuté des stratégies visant à améliorer l'efficacité des recours individuels, notamment par la formation continue des magistrats et des avocats, l'optimisation des procédures judiciaires et la simplification des formalités administratives.

Ces mesures visent à rendre la justice constitutionnelle plus accessible à tous, en assurant que chaque citoyen puisse défendre efficacement ses droits et libertés.

En parallèle, le forum a permis d'examiner la relation fonctionnelle entre la Cour constitutionnelle et les autres organes de l'État, en particulier le pouvoir exécutif et les juridictions ordinaires.

Les experts ont souligné l'importance de préserver l'indépendance et l'impartialité de la Cour constitutionnelle, tout en assurant une coopération constructive avec les autres institutions, afin de renforcer la protection des droits fondamentaux.

Les exemples internationaux présentés ont montré que la mise en place d'un cadre institutionnel clair et transparent est déterminante pour garantir l'efficacité et la crédibilité du recours constitutionnel.

Les participants ont également abordé les aspects opérationnels du recours individuel, en évaluant les mécanismes de suivi et de contrôle destinés à protéger les droits et libertés des citoyens.

Cette approche multidimensionnelle a permis de mesurer l'impact concret de la justice constitutionnelle sur la société et de formuler des recommandations pour améliorer les pratiques locales.

Les échanges ont mis en

cadre légal robuste et d'une administration judiciaire proactive, capable de répondre rapidement et efficacement aux demandes des citoyens.

Le forum a enfin consacré des sessions à l'analyse des systèmes constitutionnels comparés.

Ces sessions ont permis de partager les meilleures pratiques adoptées par différentes juridictions dans le monde, notamment en matière de recours individuel et de protection des droits fondamentaux.

Cette perspective comparative offre à l'Algérie des repères précieux pour perfectionner ses propres mécanismes judiciaires et renforcer la confiance des citoyens dans la justice constitutionnelle.

À l'issue de ces deux journées de travaux intensifs, les organisateurs ont affirmé que le forum constitue un véritable catalyseur pour l'évolution du droit constitutionnel en Algérie.

Il ouvre de nouvelles perspectives pour la promotion de la culture du recours constitutionnel, l'amélioration de l'accès individuel à la justice et le renforcement de l'État de droit.

La Cour constitutionnelle, à travers cette initiative, confirme sa mission essentielle : garantir que chaque citoyen puisse faire valoir ses droits et libertés de manière efficace et équitable, en plaçant le recours individuel au centre de la protection constitutionnelle.

En somme, le forum international de Tissemsilt marque une étape significative dans le renforcement du système judiciaire algérien et dans l'affirmation du rôle de la justice constitutionnelle comme pilier de l'État de droit.

Il illustre également l'engagement constant de l'Algérie à intégrer les standards internationaux en matière de protection des droits humains et à promouvoir un environnement juridique où le citoyen, acteur central de la démocratie, dispose de tous les moyens pour défendre ses droits et libertés.

Cette rencontre scientifique renforce non seulement la position de l'Algérie sur la scène internationale, mais contribue également à la consolidation d'une société plus juste, équitable et respectueuse des droits fondamentaux de chaque individu.

RN

EL MENIAA Plus de 26 500 hectares mobilisés pour la céréaliculture dans la wilaya

La wilaya d'El-Meniaa s'apprête à accueillir une saison agricole 2025-2026 placée sous le signe du renouveau et de l'ambition dans le domaine de la céréaliculture.

Cette année, une superficie de 26 540 hectares a été réservée à la production céréalière, répartie entre le blé dur (25 570 ha), le blé tendre (100 ha), l'orge (500 ha), le triticale (100 ha) et l'avoine (60 ha), a précisé le président de la Chambre de commerce locale, Ouled-Laid Harrouz.

Pour garantir le succès de cette campagne, les autorités locales, en coordination avec la Coopérative des céréales et légumes secs, ont mobilisé 56 780 quintaux de semences variées et plus de 80 000 quintaux d'engrais organiques à destination des producteurs répondant aux conditions d'exercice de la céréaliculture.

La campagne de labour-semaille a été organisée avec un parc matériel conséquent : 250 tracteurs, 117 semoirs et 320 autres équipements pour le travail de la terre, assurant ainsi une préparation optimale des exploitations agricoles de la wilaya.

Le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a donné le coup d'envoi officiel de cette campagne sur l'exploitation Noureddine-Frouhat, située dans le périmètre agricole de Hassi-Touil, commune de Hassi El-Gara.

Cette exploitation, d'une superficie de 580 hectares, combine production végétale et animale, illustrant la diversité et le potentiel agricole de la région. Lors de cette inauguration, le wali a rappelé l'importance de lever les contraintes rencontrées par les opérateurs agricoles, notamment à travers l'octroi d'autorisations de forage, la délivrance de titres de concession et la régularisation de la situation des exploitations répondant aux normes.

Cette démarche vise à consolider l'investissement local et à encourager le développement durable de l'agriculture dans la wilaya, tout en renforçant l'autonomie alimentaire et la sécurité économique régionale.

Avec une organisation minutieuse et des ressources humaines et matérielles adaptées, El-Meniaa se positionne comme un modèle de mobilisation agricole, prêt à relever les défis climatiques et économiques de la céréaliculture moderne, tout en contribuant au dynamisme et à la prospérité de la région.

R.L

EL - MEGHAÏER Plus de 48.000 ha de terres destinés à l'investissement agricole

Une superficie de plus de 48.000 hectares de terres a été retenue pour l'investissement dans les cultures stratégiques dans la wilaya d'El-Meghaïer, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

L'opération porte, dans une première phase, sur la mise de plus de 24.000 ha à la disposition des investisseurs via la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles (ONTA), et sera suivie de la distribution, dans une seconde étape, d'une autre superficie de 24.000 ha récupérée dernièrement.

Dans le but d'étendre la superficie agricole, le wali d'El-Meghaïer, Lâaredj Nehila, a émis, en août 2024, une décision de récupération de 450.000 ha (soit 72%) d'une superficie globale de 624.990 ha délimitée auparavant comme aires de pacages.

TEBESSA

Une enveloppe de 1,55 milliard DA pour accélérer les projets de développement local

La wilaya de Tébessa a annoncé, mardi, l'allocation d'une enveloppe de 1,55 milliard de dinars dans le cadre du budget primitif 2026, destinée au financement de plusieurs opérations de développement réparties sur l'ensemble de ses communes.

Cette décision, présentée par le vice-président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Lyès Loucif, marque une progression de 14 % par rapport au budget de l'exercice précédent. En attendant l'adoption du budget supplémentaire et

des financements additionnels issus des programmes nationaux, de nombreux projets ont déjà été approuvés, reflétant la volonté des autorités locales de répondre en priorité aux préoccupations des citoyens. L'objectif principal est d'améliorer le cadre de vie dans cette région frontalière, en agissant sur des secteurs essentiels.

Près de 48 % de l'enveloppe globale seront consacrés à l'équipement et aux services publics, incluant notamment l'éducation, les ressources en eau, l'éner-

gie et l'environnement. Ces investissements visent à renforcer les infrastructures, moderniser les réseaux et améliorer l'accès aux services de base.

Une partie importante des fonds sera également réservée aux actions de solidarité, particulièrement celles destinées au mois de Ramadan, afin de soutenir les familles démunies et accompagner les initiatives sociales locales. Pour les responsables de la wilaya, ces investissements reflètent une dynamique de développement durable fondée sur une

gestion rigoureuse des ressources et une vision équilibrée du territoire. L'approche adoptée vise à stimuler les projets structurants tout en répondant aux urgences sociales.

L'enveloppe allouée devrait ainsi permettre d'impulser de nouvelles réalisations, favoriser l'emploi local et consolider les services publics, dans une wilaya où les besoins en infrastructures restent importants et où les attentes sociales sont particulièrement élevées.

R.L

ALGER

Gara Djebilet : une impulsion stratégique pour la souveraineté industrielle et le développement du Sud algérien dès 2026

L'Algérie s'apprête à franchir une étape décisive dans la construction de son autonomie industrielle et dans l'essor économique de ses régions du Sud avec le lancement, dès le premier trimestre 2026, de l'exploitation du minerai de fer de la gigantesque mine de Gara Djebilet, à Tindouf.

Ce projet, suivi de près par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est considéré par les experts comme l'un des piliers majeurs de la transformation industrielle du pays et un levier déterminant pour l'émergence d'un pôle économique intégré dans cette vaste région méridionale.

Lors du dernier Conseil des ministres, le président a ordonné l'entrée en exploitation effective du minerai de fer extrait du gisement, tout en veillant à ce que la première cargaison soit transportée dès 2026 vers le complexe sidérurgique Tosyali d'Oran via la nouvelle ligne ferroviaire reliant Tindouf à Béchar.

Cette infrastructure, dont l'inauguration officielle est prévue en janvier 2026, constitue une pièce maîtresse d'un dispositif logistique essentiel à la rentabilité du projet.

Le Conseil des ministres a par ailleurs validé la création d'unités de traitement du minerai dans trois wilayas stratégiques : Tindouf, Béchar et Naâma, lançant ainsi une nouvelle dynamique industrielle profondément ancrée dans les potentialités régionales.

Pour l'expert économique El Houari Tigharsi, l'exploitation de la mine de Gara Djebilet représente un tournant historique.

Il rappelle que ce gisement, parmi les plus vastes du monde avec ses 3,5 milliards de tonnes de réserves, offre à l'Algérie une occasion unique de bâtir une véritable base minière nationale structurée autour du traitement local du minerai.

Selon lui, l'installation d'usines dans les wilayas concernées permettra non seulement de créer des chaînes de valeur diversifiées, mais aussi de favoriser l'émergence de nouvelles activités industrielles dans les domaines de la métallurgie, de la mécanique, de la construction et de la logistique.

Ces perspectives s'accompagnent d'un potentiel considérable de création d'emplois directs et indirects, à même de redessiner profondément le paysage économique du Sud algérien.

L'expert souligne également l'importance stratégique de la ligne ferroviaire Tindouf-Béchar, véritable colonne vertébrale du projet.

Son inauguration, attendue pour janvier 2026, devra permettre une baisse notable des coûts de transport et

garantir une cadence continue d'acheminement du minerai vers les unités de transformation, ainsi que vers le complexe Tosyali.

Cette fluidité logistique est, selon lui, une condition indispensable pour assurer une production stable, compétitive et évolutive.

Dans une vision plus large, l'expert Abdelkader Slimani estime que cette exploitation conférera aux wilayas du Sud un rôle inédit dans le tissu industriel national.

Pour la première fois, ces régions participeront de manière structurée à l'alimentation des chaînes de valeur sidérurgiques locales, ce qui contribuera à réduire significativement la dépendance aux importations de fer.

L'acheminement du minerai vers Tosyali renforcera la production nationale en matières premières stratégiques, améliorera la compétitivité des industries locales et ouvrira des perspectives accrues d'exportation.

Selon Slimani, l'Algérie disposera ainsi d'un outil supplémentaire pour maîtriser son marché du fer, ce qui constitue un avantage stratégique dans un contexte mondial où les matières premières connaissent une volatilité croissante.

Pour Slimani, les nouvelles usines de traitement permettront également de dynamiser l'économie des wilayas concernées.

Elles fourniront la matière première aux industries nationales tout en attirant des investissements complémentaires, notamment dans les industries de transformation qui utilisent le fer comme base de production.

La présence de ces unités dans trois wilayas constitue, selon lui, un pas déterminant vers l'édification d'un véritable pôle industriel au Sud.

L'ouverture ferroviaire vers Béchar revêt également un intérêt géo-économique majeur.

Elle facilitera les flux commerciaux et permettra à Tindouf de jouer un rôle régional de premier plan, notamment grâce à sa proximité avec la frontière mauritanienne.

Cette position stratégique pourrait transformer la région en porte d'entrée vers les marchés d'Afrique de l'Ouest, attirant ainsi des entreprises désireuses de bénéficier d'un accès logistique fiable et compétitif.

Pour sa part, l'expert et directeur de l'École supérieure de commerce de Koléa, Ishak Kherchi, insiste sur la valeur ajoutée que générera l'exploitation du gisement, notamment en réduisant la facture des importations et en renforçant la compétitivité du secteur sidérurgique national.

Il rappelle toutefois la nécessité de garantir la disponibilité des infrastructures de base indispensables au projet, particulièrement l'approvisionnement en eau et en énergie, ainsi que le déploiement de chaînes logistiques robustes.

Selon lui, l'efficacité de l'ensemble du projet dépendra en grande partie de la capacité du pays à sécuriser ces facteurs essentiels, qui conditionnent directement la réduction des coûts de production et la continuité de l'alimentation des unités industrielles.

La réalisation de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, longue de 950 km, constitue à ce titre le socle logistique du projet.

Décomposée en trois grands tronçons « Béchar-Hammaguir (200 km), Tindouf-Oum El Assel (175 km) et Hammaguir-Oum El Assel-Tindouf-Gara Djebilet (575 km) » cette infrastructure est conçue pour répondre aux besoins colossaux du transport d'un minerai dense, volumineux et stratégique.

Une fois opérationnelle, elle permettra de relier rapidement les zones de production aux centres de transformation et aux infrastructures portuaires, garantissant ainsi l'intégration complète du gisement dans l'économie nationale.

L'Algérie, en misant sur Gara Djebilet, engage donc une étape déterminante dans son ambition de s'imposer comme un acteur majeur de l'industrie sidérurgique régionale.

Ce projet, nourri par une vision stratégique, vise à transformer profondément le Sud et à en faire un moteur de croissance pour l'ensemble du pays.

Avec des retombées économiques, industrielles et sociales d'envergure, et en accélérant la dynamique d'intégration territoriale, l'exploitation du géant minier de Tindouf apparaît d'ores et déjà comme l'un des chantiers les plus structurants de l'Algérie nouvelle.

R. E.

NUMÉRISATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Algérie lance une plateforme innovante pour faciliter l'importation

Dans un contexte où la modernisation de l'administration publique constitue un levier essentiel du développement économique, l'Algérie franchit une étape majeure dans la digitalisation du commerce extérieur.

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en partenariat avec le Haut-Commissariat à la numérisation, a procédé à la signature d'un accord stratégique destiné à préparer le lancement d'une plateforme numérique innovante.

Cette initiative vise à offrir aux opérateurs économiques, qu'ils soient importateurs ou industriels, un outil performant leur permettant de gérer l'ensemble de leurs opérations à distance, de manière simple, rapide et sécurisée, sans les contraintes liées aux démarches administratives traditionnelles.

La plateforme numérique sera hébergée au niveau du Centre national algérien des services numériques, utilisant les capacités de cloud computing de l'État.

Cette infrastructure technologique de pointe permettra non seulement de centraliser les opérations mais également d'assurer une coordination complète entre toutes les administrations concernées, incluant les douanes, les banques et les différents ministères impliqués.

L'objectif est clair : réduire la bureaucratie, accélérer le traitement des dos-

siers et garantir une transparence totale dans la gestion des opérations d'importation, tout en préservant les intérêts des opérateurs économiques et en renforçant la compétitivité nationale.

Lors de la cérémonie de signature, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a souligné que cette initiative s'inscrivait dans le cadre d'une gestion moderne et transparente des services publics, en conformité avec les directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le ministre a mis en avant le rôle central de la numérisation dans l'amélioration de la communication administrative, dans l'optimisation des procédures et dans la généralisation de l'usage des technologies de l'information et de la communication au sein des administrations publiques.

Selon lui, cette plateforme représente un tournant majeur pour le secteur du commerce extérieur, offrant un outil capable de renforcer la rapidité, l'efficacité et la fiabilité des opérations.

De son côté, la Haut-Commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, a détaillé les capacités techniques offertes par le cloud computing mis en place pour cette initiative.

Le service permettra aux ministères et aux opérateurs économiques de disposer d'un environnement sécurisé et modulable, intégrant toutes les solutions numériques nécessaires pour le

traitement des données, le stockage, la cybersécurité, le réseautage et le développement d'applications spécifiques.

Cette infrastructure constituera le socle du premier centre national de données en Algérie, garantissant une gestion harmonisée et efficace des plateformes numériques liées au commerce extérieur.

La plateforme permettra aux opérateurs économiques de déclarer leurs besoins en matière de gestion et d'équiper directement depuis leurs bureaux ou leurs domiciles, sans nécessiter de déplacements fastidieux entre les différentes administrations.

Cette fonctionnalité, combinée à une coordination centralisée, réduira considérablement les délais, les coûts et les risques liés aux erreurs administratives.

Elle offre également une vision claire et globale de l'ensemble des opérations en cours, facilitant le suivi et le contrôle des importations et assurant un meilleur pilotage des activités économiques.

Par ailleurs, l'initiative s'accompagne d'un volet stratégique visant à renforcer la transparence et la responsabilité dans les procédures d'importation.

La centralisation des données et la traçabilité intégrale des transactions permettront d'identifier et de prévenir toute pratique bureaucratique ou irrégulière, tout en sécurisant les transactions financières et logistiques.

Cette démarche s'inscrit pleinement

dans la vision du gouvernement visant à moderniser les outils de gestion publique et à faciliter l'investissement économique en Algérie.

Le ministère du Commerce extérieur, en tant que premier bénéficiaire des services de cloud computing, donne ainsi le coup d'envoi d'un processus qui sera progressivement étendu à l'ensemble des secteurs économiques et administratifs.

L'initiative illustre l'ambition nationale de faire de la numérisation un pilier central de la réforme administrative et de renforcer l'efficacité des politiques publiques.

Elle marque également une étape décisive dans l'alignement du pays sur les standards internationaux en matière de gestion numérique et de gouvernance économique.

En conclusion, cette plateforme numérique représente bien plus qu'un simple outil administratif : elle est le symbole d'une transformation profonde de l'économie algérienne, visant à faciliter le commerce, encourager l'investissement, sécuriser les opérations et promouvoir une gestion transparente et efficace.

L'Algérie, en mettant en œuvre cette infrastructure innovante, confirme sa détermination à moderniser son commerce extérieur et à s'inscrire durablement dans une économie numérique compétitive et performante.

R. E.

TOKYO

L'Asie sous tension : marchés chahutés, économie japonaise en repli et tempête sur les valeurs touristiques

Les marchés asiatiques ont entamé la semaine sur une note sombre, dominés par une série de signaux économiques préoccupants et d'incertitudes géopolitiques.



Entre la dégringolade du bitcoin, le repli du yen, la contraction inattendue de l'économie japonaise et une chute spectaculaire des valeurs liées au tourisme à Tokyo, l'Asie s'enfonce dans une atmosphère de vigilance extrême.

La région, déjà sensible aux variations des marchés mondiaux, fait face à une convergence de facteurs qui amplifie le risque d'instabilité à moyen terme. Dès l'ouverture des marchés lundi matin, les places boursières ont révélé un tableau particulièrement contrasté.

À Tokyo, le Nikkei reculait de 0,48 % pour s'établir à 50.131 points, tandis que le Topix perdait 0,68 %. Ces replis, bien que modérés, symbolisent la nervosité croissante des investisseurs japonais, confrontés à un contexte économique fragilisé.

À l'inverse, Séoul bondissait de 1,67 %, offrant un certain contrepoids régional, tandis que Taïpei progressait de 0,55 %.

Sydney se repliait légèrement (-0,14 %) et Hong Kong cédait 0,32 %, traduisant une tendance générale marquée par l'hésitation et l'absence d'optimisme durable.

Les inquiétudes mondiales aggravent la nervosité asiatique

Ces variations interviennent après une fin de semaine difficile sur les marchés internationaux. Les Bourses mondiales avaient clôturé dans le rouge, alourdies par les inquiétudes persistantes concernant la situation économique des États-Unis.

Le blocage budgétaire prolongé à Washington, empêchant la publication de statistiques officielles, a accentué l'incertitude mondiale et nourri de nouvelles spéculations sur l'état réel de la première économie mondiale.

Dans ce climat d'inquiétude alimenté par l'absence de visibilité, les actifs financiers jugés risqués ont été parmi les premiers à subir ce choc. Le bitcoin, véritable thermomètre de la prise de risque, a perdu près de 7 % vendredi avant de s'effondrer à 92.935 dollars en début de séance asiatique lundi, un niveau inédit depuis avril.

La cryptomonnaie tentait néanmoins un léger rebond en matinée (+2,1 %), revenant à 95.401 dollars. Ce mouvement erratique illustre parfai-

tement le regain de volatilité qui domine actuellement les marchés numériques.

Le marché des devises, lui aussi, n'a pas été épargné. Le yen se dépréciait légèrement, reculant de 0,12 % pour atteindre 154,74 yens pour un dollar. Cette baisse s'ajoute à une tendance de fond entamée depuis plusieurs mois, faisant du yen l'une des devises les plus affaiblies parmi les grandes économies industrialisées.

Une économie japonaise sous pression

Au-delà des turbulences boursières, le Japon est confronté à une nouvelle alerte économique : la contraction de son produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre 2025.

Le gouvernement a annoncé que l'économie nipponne s'était repliée de 0,4 % entre juillet et septembre, une première depuis un an et demi.

Ce recul, bien que moins prononcé que prévu, confirme que la reprise amorcée après la pandémie reste précaire et instable.

Plusieurs éléments expliquent cette fragilité : Un ralentissement marqué des exportations, conséquence directe des droits de douane imposés par les États-Unis, même après la conclusion d'un accord plafonnant ces taxes à 15 %.

Une chute notable des investissements immobiliers, reflétant un secteur en perte d'attractivité.

Une consommation intérieure stagnante, minée par une inflation persistante qui réduit le pouvoir d'achat des ménages.

Les exportations, colonne vertébrale de l'économie japonaise, ont reculé en août pour le quatrième mois consécutif (-0,1 %).

Si un léger rebond a été observé en septembre grâce aux semi-conducteurs, les exportations vers les États-Unis ont continué de s'effondrer (-13,3 %), révélant l'impact direct des tensions commerciales avec Washington.

Inflation persistante et politique monétaire incertaine

Autre défi majeur : la flambée des prix. L'inflation japonaise a atteint 2,9 % en septembre, largement au-dessus de l'objectif de 2 % fixé par la Banque du Japon (BoJ). Tirées par la

hausse des prix de l'énergie et du riz, ces tensions inflationnistes compliquent davantage la tâche des autorités monétaires.

Après avoir initié un resserrement historique de sa politique monétaire en mars 2024, mettant fin à dix années de taux proches de zéro, la BoJ a finalement suspendu ce resserrement au début de l'année.

Cette décision reflète la crainte de fragiliser encore davantage une économie déjà exposée à de multiples chocs. Face à cette conjoncture défavorable, la Première ministre Sanae Takaichi pourrait être amenée à acter un vaste plan de relance, évoqué dès son arrivée au pouvoir. L'objectif serait de soutenir l'économie à travers une hausse des investissements publics, un appui renforcé aux ménages et un accompagnement ciblé aux secteurs en difficulté.

Les valeurs touristiques plongent à Tokyo

La journée de lundi a également été marquée par un effondrement spectaculaire des actions liées au tourisme sur la Bourse de Tokyo.

Ce secteur, qui avait pourtant retrouvé des couleurs grâce au retour massif des voyageurs internationaux, a brutalement décroché à la suite d'un avertissement émis par Pékin concernant les voyages vers le Japon.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : Shiseido : -9,66 %, ANA : -3,48 %, Japan Airlines : -4,62 %, Fast Retailing (Uniqlo) : -4,83 %, Takashimaya : -5,51 %.

Front Retailing -3,75 %.

La Chine représente un quart du total des touristes étrangers visitant l'archipel.

En septembre 2025 seulement, le Japon avait accueilli 3,2 millions de visiteurs internationaux, dont 775.500 Chinois.

Le moindre signal négatif émanant de Pékin se répercute donc immédiatement sur l'ensemble du secteur touristique japonais.

Un marché énergétique en perte de repères

Enfin, le marché pétrolier n'échappe pas à cette dynamique morose. Le baril de WTI reculait de 1,03 % pour s'établir à 59,47 dollars, tandis que le Brent cédait 0,93 % à 63,80 dollars. Les craintes d'un excédent d'offre mondiale et l'incertitude planant sur l'économie américaine pèsent lourdement sur les cours.

Une région plongée dans l'incertitude

Entre les secousses boursières, l'instabilité du marché des cryptomonnaies, la fragilité de l'économie japonaise et les tensions géopolitiques qui menacent le tourisme, l'Asie aborde une période délicate.

Cette convergence de difficultés laisse présager une volatilité prolongée dans la région, avec un impact potentiel sur l'ensemble des économies mondiales.

Le climat de prudence qui domine aujourd'hui pourrait devenir la norme dans les semaines à venir, dessinant les contours d'une année économique sous haute tension.

R. E.

ÉTATS-UNIS

Le doute sur les taux de la Fed fait avancer le dollar



Le dollar progressait légèrement lundi, soutenu par les incertitudes quant à la future décision de la Réserve fédérale américaine (Fed), tandis que le bitcoin reculait encore, les investisseurs délaissant cet actif considéré comme risqué. Le billet vert gagnait 0,28 % face à la monnaie unique européenne, à 1,1589 dollar pour un euro.

Le marché va aussi devoir digérer cette semaine une série d'indicateurs macroéconomiques américains, dont la publication a été retardée par la fermeture des services publics ("shutdown") aux États-Unis du 1er octobre au 12 novembre.

Le rapport sur l'emploi en septembre aux États-Unis, publié jeudi, sera particulièrement scruté, de même que le compte-rendu ("minutes") de la dernière réunion de politique monétaire de la Fed, attendu mercredi.

MONNAIES

Le dollar stable face aux autres devises

Le dollar était stable, mardi, face aux autres devises, en attendant la publication d'avantage de données sur l'économie américaine.

Durant les séances de la matinée, le billet vert grappillait 0,07 % face à la monnaie unique européenne, à 1,1582 dollar pour un euro, et autant face à la livre, à 1,3144 dollar.

Les cambistes attendent une série d'indicateurs américains cette semaine retardés par la récente fermeture des services publics aux États-Unis, dont le rapport sur l'emploi en septembre prévu jeudi.

Lundi, le billet vert avait profité d'une réduction des attentes de baisse des taux directeurs américains en décembre, après des déclarations prudentes de membres de la Fed la semaine dernière.

Des taux d'intérêts élevés pour une période prolongée rendent le dollar et les obligations américaines plus attractives, ce qui détourne en retour les investisseurs de l'or, valeur refuge concurrente du billet vert. L'or a enregistré, mardi, une petite hausse de 0,03 %, à 4.046,40 dollars l'once.

PÉTROLE

Le prix du Brent stable à 64,26 dollars

Les prix du pétrole étaient stables, mardi, dans un marché encore attentif aux développements géopolitiques et à l'évolution de la demande mondiale.

Durant les séances de la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, gagnait tout juste 0,09 % à 64,26 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, progressait de 0,17 % à 60,01 dollars.

Selon des experts pétroliers, des inquiétudes sur d'éventuelles perturbations de l'offre mondiale en or noir persistent en raison des tensions géopolitiques en cours.

APS

TRANSPORTS

Bechar : achèvement des travaux du plus grand pont ferroviaire d'Algérie et d'Afrique (ANESRIF)



Les travaux de réalisation du plus grand pont ferroviaire d'Algérie et d'Afrique, traversant l'oued Daoura sur plus de 4,1 km dans la wilaya de Tindouf, ont été entièrement achevés, a annoncé, mardi, l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).

La réception officielle de ce viaduc ferroviaire constituera une "étape majeure" dans la mise en œuvre du mégaprojet de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest, reliant Bechar - Tindouf - Gara Djebilet sur une distance totale de 950 km, s'est félicité Abdelkader Mazzar, directeur central de la communication de l'ANESRIF.

Cet ouvrage d'art exceptionnel a nécessité le coulage de 154.100 m3 de béton armé et la mobilisation de 117 tabliers porteurs, 1.170 poutres en béton précontraint, ainsi que 116 piles reposant sur 1.432 pieux, a précisé le responsable.

"L'achèvement de ce pont ferroviaire géant représente pour l'Algérie un défi relevé avec succès, tant par la complexité que par l'ampleur de cette infrastructure, considérée comme l'un des chantiers les plus importants et les plus difficiles du mégaprojet. Ce résultat a été rendu possible grâce au savoir-faire et aux performances des entreprises nationales impliquées dans sa réalisation", a souligné M. Mazzar.

Il a rappelé que plusieurs mesures techniques avaient été prises en amont pour garantir le bon déroulement des travaux de cet ouvrage d'une hauteur de 12 mètres. Parmi elles, l'installation de zones de préfabrication pour les bétons spéciaux ainsi que des centrales à béton équipées de systèmes de refroidissement, indispensables pour maintenir le rythme des travaux durant les fortes chaleurs caractéristiques de la région.

Le mégaprojet de la ligne Béchar - Tindouf - Gara Djebilet, qui traverse les wilayas de Béchar, Béné Abbes et Tindouf, comprend au total 1.431 ouvrages d'art, dont 45 ponts ferroviaires, 48 ponts routiers et 1.338 ouvrages hydrauliques, a rappelé le même responsable de l'ANESRIF.

SÉTIF

Appel à soutenir les compétences rares et leur permettre d'assumer leur rôle dans la consolidation du développement

Les participants à la 11^{ème} conférence internationale sur "les compétences rares dans les pays en développement", clôturée hier à l'université Sétif-2, ont affirmé "la nécessité de soutenir ces qualités et leur permettre d'assumer leur rôle central dans la consolidation du développement scientifique et économique".

Ils ont également recommandé "l'ouverture sur les expériences internationales en matière d'attrait des compétences rares et tirer avantage de ces modèles pour mettre en place des mécanismes efficaces pour attirer les compétences remarquables de sorte à élever le niveau de la recherche scientifique et consolider la compétitivité des institutions universitaires".

Ils ont également relevé que "la valorisation des compétences rares constitue une nécessité urgente pour consolider le système de recherche scientifique et appuyer l'innovation par l'installation d'un climat professionnel incitatif qui aide ces énergies à contribuer avec efficacité au développement de l'université et de la société".

Cette rencontre de deux jours a visé à mettre en exergue l'état actuel des compétences rares dans les pays en développement et à proposer des solutions aux éventuels problèmes tout en attirant l'attention des chercheurs et décideurs sur l'importance du sujet et en prospectant l'avenir et des alternatives stratégiques pour garder ces



compétences, a indiqué le président de la conférence, Pr. Lahcene Bouabdallah. Les participants représentant des universités d'Algérie ainsi que plusieurs autres pays dont la Turquie, la France, la Palestine et le Bahreïn ont abordé plusieurs axes

dont la définition de la notion de "compétences rares", "les stratégies de découverte, d'attrait, d'investissement et conservation des compétences rares dans les pays en développement" et "la mobilité des compétences rares autour du monde".

UNIVERSITÉ

Signature d'une convention de coopération et de jumelage entre l'université 8 mai 1945 de Guelma et l'université russe Nabiérejnyé Tchelný

L'université 8 mai 1945 de Guelma a signé mardi après-midi une convention de coopération et de jumelage avec l'université pédagogique d'Etat russe Nabiérejnyé Tchelný.

L'accord a été paraphé au siège du rectorat de l'université de Guelma par son recteur Pr. Mahmoud Debabeche et par la directrice de l'université russe Pr. Alfinour Galiakberova en présence des cadres des deux universités.

Dans une déclaration à l'APS en marge de la cérémonie, le recteur de l'université de Guelma a indiqué inscrire cet accord dans le cadre de la consolidation de la coopération et du partenariat international universitaire, soulignant qu'il vise à ouvrir des perspectives de coopération entre les deux universités dans les domaines pédagogique et scientifique par l'échange d'étudiants et d'enseignants avec notamment l'envoi d'enseignants de l'université russe pour enseigner la langue russe à l'annexe de l'école normale supérieure (ENS) ouverte dernièrement à l'université de Guelma et d'enseignants de Guelma pour enseigner l'arabe à l'université russe.

De son côté, la directrice de l'université de Nabiérejnyé Tchelný a exprimé à l'APS sa fierté de la conclusion de cette convention de partenariat et de jumelage avec l'université de Guelma, estimant que cette initiative aura des résultats palpables pour les deux universités.

Les deux parties ont passé en revue les divers aspects de coopération et d'échange entre les deux établissements de l'enseignement supérieur sur lesquels deux exposés ont été présentés à l'occasion. Cette signature est intervenue



dans le cadre du programme de la visite effectuée du 17 au 20 novembre courant par la délégation de l'université russe à l'université de Guelma.

Ce programme comporte une conférence au profit des étudiants de l'annexe de l'école normale supérieure Assia Djebbar sur « les techniques d'enseignement de la langue et de la civilisation russes » et la visite par la délégation hôte des structures de l'université de Guelma dont le pôle de l'innovation et le campus Souidani Boudjemaa en plus de la visite de sites touristiques dont la cascade naturelle de Hammam Debagh et le théâtre romain du chef-lieu de wilaya.

SAÏDA

Lancement d'une caravane de sensibilisation pour la prévention contre la drogue



Une caravane de sensibilisation pour la prévention et la lutte contre la drogue en milieu scolaire a été lancée, mardi à Saïda, à l'initiative de la direction locale de la Jeunesse et des Sports. Cette caravane, dont le signal de départ a été donné devant le siège de la wilaya par le wali de Saïda, Amoumen Marmouri, cible 14 établissements éducatifs et huit centres de formation répartis à travers différentes zones de la wilaya, a déclaré à la presse le directeur de la Jeunesse et des Sports, Ahmed Madi, à la presse. Le programme de

cette campagne, organisée sous le slogan "Novembre, une nouvelle ère vers une jeunesse consciente et sans poison", comprend des séances de sensibilisation, des concours éducatifs et culturels, ainsi que des explications sur ce fléau, indique-t-on. Des dépliants de sensibilisation seront également distribués sous la supervision de spécialistes en santé psychologique et sociale, afin d'élever le niveau de conscience concernant les dangers de la drogue et d'impliquer la société civile dans ce domaine, a fait savoir le même respon-

sable. Participent à cette caravane, dont les activités se poursuivront jusqu'au 11 décembre prochain, les directions de l'Éducation, de la Santé, de la Population, des Affaires religieuses et des Wakfs, de la Formation et de l'Enseignement professionnels, ainsi que les services de la Sûreté de wilaya, de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile, en plus du comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien (CRA) et des acteurs de la société civile, note-on.

COLOMBIE 12 mineurs tués dans des frappes militaires depuis octobre

Les frappes militaires colombiennes contre des guérilleros ont tué 12 mineurs dans le pays depuis octobre, a annoncé lundi le président Gustavo Petro.

Le Bureau du Défenseur du peuple colombien avait fait état samedi de la mort de sept mineurs lors de bombardements de l'armée dans le département amazonien du Guaviare (sud), le 10 octobre.

Le président Petro a intensifié son offensive contre les groupes armés avec des bombardements qui ont fait au total au moins 28 morts la semaine dernière.

Le chef de l'état a signalé lundi cinq autres mineurs décédés: quatre lors d'un bombardement le 1er octobre dans le département de Caqueta (sud) et un autre jeudi à Arauca (nord-est), à la frontière avec le Venezuela.

"Tous sont des victimes du recrutement forcé par des criminels qui les ont entraînés dans les hostilités", a écrit Gustavo Petro sur X.

Le parquet général militaire et policier a annoncé lundi dans un communiqué l'ouverture d'une enquête pour "vérifier" si l'attaque qui a fait 19 morts dans le Guaviare "respecte les principes et règles qui régissent l'usage légitime de la force publique dans le contexte du conflit



armé". Cette offensive visait l'état-major central, un groupe dissident issu des ex-Farc et dirigé par l'homme le plus recherché du pays, surnommé Ivan Mordisco.

Le recrutement forcé d'enfants est l'une des graves violations des droits humains observées en Colombie au cours des six décennies de conflit entre armée, guérillas, paramilitaires et cartels.

Les groupes armés actifs dans le pays enrôlent des jeunes par la force

ou la ruse afin de grossir leurs rangs, n'hésitant pas à les envoyer au combat, a souligné la Défense du Peuple, Iris Marin, lors d'un entretien avec des médias en octobre.

Selon la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) créée dans le cadre de l'accord de paix signé en 2016 avec l'ex-guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), un mineur est enlevé tous les deux jours en moyenne depuis cette date.

RUSSIE

Un séisme de magnitude 5,4 frappe la Sibérie orientale (GFZ)

Un séisme de magnitude 5,4 s'est produit mardi en Sibérie orientale, en Russie, a annoncé le Centre allemand de recherche en géosciences (GFZ). Selon le GFZ, l'épicentre, situé à une profondeur de 10 kilomètres, a été initialement localisé à 67,61 degrés de latitude nord et 142,79 degrés de longitude est.

INDE

Au moins 8 morts dans une collision ferroviaire dans le centre du pays

Le bilan de la collision ferroviaire survenue mardi dans l'état central indien du Chhattisgarh s'est alourdi à huit morts, tandis qu'environ 17 personnes ont été grièvement blessées, a indiqué un haut responsable aux médias. Selon les autorités, au moins deux personnes se trouvaient toujours coincées dans les débris du train. L'accident s'est produit dans le district de Bilaspur, lorsqu'un train de passagers a percuté un train de marchandises à l'arrêt.

"C'est un grave accident. Nous menons actuellement les opérations de secours", a déclaré le responsable du district de Bilaspur, Sanjay Agrawal, cité par les médias locaux.

ITALIE

Une personne retrouvée morte après un glissement de terrain

Les pompiers italiens ont annoncé lundi soir avoir retrouvé le corps d'une des deux personnes portées disparues après un glissement de terrain survenu dans la nuit de dimanche à lundi dans la province de Gorizia, au nord-est de l'Italie, qui a emporté trois maisons.

"Les recherches se poursuivent pour retrouver la seconde personne dispa-

ree", ont ajouté les pompiers sur les réseaux sociaux. Ces derniers n'ont pas précisé l'identité de la victime dont le corps a été retrouvé, au terme de plusieurs heures de recherches, mais selon les médias italiens, il s'agirait d'un ressortissant allemand d'une trentaine d'années. Plus tôt lundi matin, les secouristes ont réussi à

extraire un homme des débris de sa maison.

Il a été transporté à l'hôpital avec une jambe cassée, selon les médias locaux. Quelque 300 personnes ont été évacuées des toits de leurs maisons dans plusieurs communes touchées par les inondations dans la province de Gorizia, a indiqué Vannia Gava, vice-ministre italienne de

l'Environnement.

Le maire de Cormons a annoncé qu'en raison des nouvelles pluies prévues dans les prochains heures, plusieurs familles vivant autour de la zone où s'est produit le premier glissement de terrain allaient être évacuées alors que, selon les pompiers et la protection civile, ce dernier pourrait se déplacer.

GRÈCE

Quatre morts dans un nouveau naufrage d'un bateau de migrants au large de Lesbos

Quatre migrants ont été retrouvés morts au large de l'île grecque de Lesbos lundi, après le naufrage de leur embarcation, ont rapporté des médias citant les garde-côtes, ce qui porte à dix le nombre de décès similaires dans cette zone de la mer Egée depuis début octobre.

"Quatre hommes ont été repêchés sans vie au large de Lesbos tandis que sept ont été secourus par les patrouilleurs", a indiqué une responsable du bureau de presse des garde-côtes grecs.

Des vents puissants de 60km/h soufflaient dans cette zone proche des côtes turques, selon la responsable. "Les recherches des garde-côtes continuent dans la zone pour retrouver éventuellement d'autres personnes", a-t-elle ajouté, soulignant qu'il n'y avait pas pour l'instant d'information sur le nombre total de migrants à bord de l'embarcation naufragée.

Le naufrage de lundi à Lesbos est le troisième dans les eaux grecques depuis le début du mois d'octobre : il y a dix jours, deux femmes avaient été retrouvées mortes sur une côte rocheuse de Chios où leur embarcation transportant 29 migrants au total s'était échouée.

Vendredi, 17 personnes avaient trouvé la mort noyées après le naufrage de leur embarcation au large de Bodrum, ville dans le sud-ouest de la Turquie, à 5 km de l'île grecque de Kos.

APS

PHILIPPINES

Six corps retrouvés sur le site du crash d'un hélicoptère militaire

L'armée philippine a retrouvé les corps de six membres du personnel de l'armée de l'air philippine (PAF) à bord d'un hélicoptère Super Huey qui s'est écrasé mardi dans la province d'Agusan del Sur dans le sud des Philippines, a annoncé la PAF.

La colonelle Ma. Christina Basco, porte-parole de la PAF, a déclaré aux médias que les soldats avaient récupéré

les dépouilles des deux pilotes et de quatre membres d'équipage.

"L'armée a récupéré les six corps sur le site du crash. Ils étaient bien six, et non pas cinq comme cela a été rapporté initialement", a dit Mme Basco. L'appareil était l'un des quatre hélicoptères dépêchés pour évaluer l'impact du typhon Kalmaegi, qui a fait au moins 26 morts aux

Philippines selon un bilan établi mardi. Dans un communiqué publié mardi soir, le commandement de l'Est de Mindanao de l'armée philippine a également déclaré que "les opérations de recherche et de secours ont permis de récupérer six corps qu'on pense être ceux du pilote et des membres d'équipage de l'hélicoptère Super Huey accidenté".

INCENDIE DANS UNE MAISON DE RETRAITE EN BOSNIE Le bilan monte à 17 morts

Deux patientes hospitalisées depuis l'incendie début novembre d'une maison de retraite en Bosnie sont décédées, faisant passer à 17 morts le bilan de cette tragédie, a annoncé mardi la porte-parole de l'hôpital de Tuzla. Le feu s'était déclaré le soir du 4 novembre au 7e étage de l'immeuble, où résidaient surtout des personnes malades et à mobilité réduite. L'incendie a été déclenché par un court-circuit sur le câble d'alimentation d'une radio, selon un rapport d'expertise. Onze résidents de l'établissement ont péri

lors de l'incendie, la plupart étouffés par les fumées et intoxiqués au monoxyde de carbone, selon des résultats d'autopsies.

Les autres sont décédés dans les jours suivants à l'hôpital. "Deux résidentes de la maison de retraite hospitalisées depuis l'incendie sont décédées au cours des dernières vingt-quatre heures", a annoncé dans un communiqué la porte-parole de l'hôpital, Ersija Asceric Mujedimovic, et deux patients sont toujours hospitalisés.



DÉPISTAGE PRÉCOCE DU CANCER DE LA PROSTATE

Campagne nationale de sensibilisation de la CNAS



La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), agence d'Alger, a lancé une campagne nationale de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer de la prostate, dans le cadre de son engagement constant à promouvoir la santé publique et à renforcer la culture de la prévention, a indiqué mardi un communiqué de la caisse.

Le lancement de cette campagne nationale, (17-19 novembre), se veut "une initiative sanitaire et sociale importante visant à réduire la propagation de ce cancer, l'un des plus répandus chez l'homme, notamment chez ceux ayant dépassé la cinquantaine", précise-t-on de même source.

Cette initiative, lancée au siège de l'agence d'Alger et des centres de santé affiliés, met en œuvre un programme national global visant "à améliorer les indicateurs de dépistage précoce et à réduire les taux de diagnostic tardif, en rapprochant le service de santé du citoyen et en lui offrant la possibilité de bénéficier d'un examen simple, efficace et indolore, permettant de détecter la maladie à ses premiers stades, où les taux de guérison sont considérablement élevés".

Cette initiative a pour objectif également de "sensibiliser les hommes à l'importance de cet examen, de mettre l'accent sur l'importance du diagnostic précoce pour réduire les complications et augmenter les chances de guérison, en assurant des examens préliminaires et des conseils médicaux ciblés, principalement pour les hommes à partir de 50 ans, voire dès 45 ans, pour les catégories à haut risque, et de promouvoir la culture de la prévention à travers la diffusion d'informations scientifiques précises sur les facteurs de risque, les symptômes potentiels et les méthodes de prévention".

La campagne comprend "un ensemble d'activités variées, dont l'organisation de journées d'information au profit des citoyens, en assurant des espaces pour l'orientation médicale individuelle, ainsi que des séances d'examen médicaux préliminaires, supervisés par des médecins généralistes et des spécialistes afin d'orienter les citoyens et de leur fournir des conseils appropriés".

Les activités programmées incluent également "la distribution de brochures et de contenus numériques contenant des informations simplifiées sur la maladie et mettant l'accent sur l'importance du dépistage précoce, ainsi que l'animation de campagnes de proximité au sein des établissements et administrations pour renforcer la communication directe avec les citoyens, en coordination avec les structures sanitaires affiliées à la Caisse", conclut le communiqué.

APS

CONSTANTINE

Un dépistage précoce pour prévenir les amputations et sauver des vies

À Constantine, une journée d'étude et d'application dédiée au pied diabétique a mis en lumière, mardi, l'urgence d'un dépistage précoce et d'un suivi rigoureux de cette complication redoutable du diabète, dont les conséquences peuvent être dramatiques.



Réunis à l'Etablissement public de santé de proximité Mentouri Bachir, les professionnels de santé ont tiré la sonnette d'alarme : la majorité des amputations liées au pied diabétique pourraient être évitées si les cas étaient détectés plus tôt et pris en charge de manière continue.

Dès l'ouverture de cette rencontre scientifique, la directrice de la santé et de la population de la wilaya de Constantine, Dr Lynda Boubeguir, a souligné l'ampleur du problème.

La hausse préoccupante des cas d'amputation et la pression grandissante sur les services hospitaliers ont conduit la direction du secteur à mettre en place une coordination spécialement consacrée au pied diabétique.

Cette structure vise à instaurer un parcours de prise en charge clair, uniforme et réglementé, destiné à améliorer la qualité des soins et à réduire le nombre de complications graves nécessitant des interventions lourdes.

Cette coordination, a expliqué Dr Boubeguir, s'appuie déjà sur un réseau de dix points de dépistage répartis dans différentes structures sanitaires de la wilaya.

Ces espaces ont été créés pour rapprocher les services des citoyens, assurer une prise en charge rapide et favoriser la détection précoce des premiers signes de dégradation du pied diabétique.

L'objectif est ambitieux mais réalisable : éviter au maximum les situations qui mènent à des infections sévères, des ulcérations profondes et, dans de nombreux cas, à l'amputation partielle ou totale du pied.

Le rôle de la télé-médecine a également

été mis en avant comme l'un des outils phares de cette nouvelle dynamique. Le Dr Yacine Kitouni, chef du service de médecine interne au CHU Ibn Badis et membre de la coordination, a affirmé que de nombreux cas complexes sont désormais examinés en temps réel grâce aux technologies numériques.

Cette approche moderne permet de réduire les délais d'attente, de faciliter le diagnostic précoce et de renforcer la coopération entre spécialistes, améliorant ainsi les chances de guérison des patients.

À travers cette stratégie, Constantine bénéficie aujourd'hui d'une prise en charge intégrée de la pathologie, reposant sur plusieurs axes : prévention, dépistage systématique, éducation thérapeutique, suivi régulier et évaluation périodique des indicateurs de santé.

Pour Dr Kitouni, cette approche structurée ouvre la voie à un objectif majeur : atteindre zéro amputation d'ici à 2030.

Une ambition forte, mais soutenue par une organisation sanitaire renforcée et par l'engagement de tous les intervenants.

Au-delà des mesures médicales, les participants ont insisté sur la nécessité absolue de sensibiliser les patients diabétiques aux risques liés au manque de suivi.

Les complications du pied diabétique ne surviennent pas soudainement ; elles résultent souvent d'une négligence des premiers symptômes, d'un manque d'information ou d'un défaut de contrôle régulier. Pour les professionnels présents, il est indis-

pensable d'intensifier les campagnes de communication, notamment au sein des hôpitaux et dans les espaces publics, tout en impliquant davantage la société civile.

La journée d'étude a été enrichie par plusieurs exposés médicaux et démonstrations pratiques, mettant en lumière des méthodes de prévention adaptées, des techniques de diagnostic précoce et des stratégies thérapeutiques destinées à éviter l'évolution des lésions.

Les spécialistes ont également détaillé le fonctionnement de la nouvelle coordination du pied diabétique, qui vise à créer une synergie entre médecins, infirmiers, podologues et intervenants de terrain afin d'assurer une prise en charge continue et efficace.

En définitive, cette rencontre à Constantine a permis de rappeler que la prévention du pied diabétique est un enjeu majeur de santé publique.

Alors que le nombre de personnes atteintes de diabète ne cesse d'augmenter, la mise en place de dispositifs structurés, l'utilisation des outils numériques et l'implication des professionnels de santé constituent des leviers essentiels pour réduire le recours aux amputations. Les autorités sanitaires de la wilaya affichent clairement leur détermination : protéger les patients, éviter les complications graves et instaurer un système de suivi moderne et accessible à tous.

Par cette mobilisation collective, Constantine ambitionne de devenir un modèle national dans la lutte contre cette pathologie silencieuse mais redoutable.

R. L.

SIDI BEL-ABBÈS

Campagne de sensibilisation sur le cancer de la prostate à l'occasion du "Novembre Bleu"

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de Sidi Bel-Abbès a lancé, lundi, une campagne d'information et de sensibilisation sur le cancer de la prostate, à l'occasion du "Novembre Bleu", mois dédié à la sensibilisation à cette maladie, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Le programme de cette campagne, qui s'étale sur trois jours, vise à promouvoir

la culture du dépistage précoce et à réduire les facteurs de risque liés au cancer de la prostate.

Il comprend notamment l'installation d'espaces d'information au niveau des structures de la CNAS, où des explications sont fournies et des dépliants ainsi que divers supports de sensibilisation distribués aux assurés sociaux, a précisé la chargée de l'information et de la

communication au sein de la caisse, Fadja Oialhassi.

La campagne prévoit également l'organisation de sorties sur le terrain du guichet mobile de proximité, composé de cadres de la cellule d'écoute et de communication, du contrôle médical et de l'assistance sociale, en vue d'assurer une large couverture de proximité et de fournir des conseils aux citoyens quant à l'importance du dépistage

précoce de cette maladie. A noter que cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan annuel 2025 de la CNAS, visant à soutenir les efforts nationaux en matière de prévention et de sensibilisation aux maladies non transmissibles, et à renforcer la culture du diagnostic précoce du cancer de la prostate, contribuant ainsi à réduire les complications et à améliorer les chances de guérison.

QUEST DU PAYS

Campagnes de sensibilisation pour la prévention du cancer de la prostate

Des campagnes de sensibilisation consacrées à la prévention du cancer de la prostate sont organisées dans les wilayas de Mascara, Relizane et Tiaret, à l'occasion du mois de Novembre Bleu, ont indiqué les organisateurs.



A Mascara, une vaste caravane de sensibilisation a été lancée mardi à l'initiative de la direction locale de la Santé, en coordination avec le comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien (CRA).

Cette caravane parcourra plusieurs communes de la wilaya et mènera des actions de proximité dans les espaces publics et les établissements de santé afin de fournir orientations et conseils pratiques aux hommes de plus de 40 ans sur les facteurs de risque et les moyens de prévention, a indiqué la direction.

Cette campagne, prévue sur 15 jours, comprend également des conférences, des journées d'étude et des sessions de sensibilisation destinées aux

équipes médicales et paramédicales ainsi qu'aux acteurs de la société civile.

Des opérations de dépistage précoce seront par ailleurs réalisées au niveau des structures de santé de proximité.

A Relizane, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a lancé mardi une campagne d'information et de sensibilisation de trois jours portant sur le dépistage précoce.

Selon Samia Lahouari, responsable de la cellule de communication et d'écoute de l'agence, des espaces dédiés ont été mis en place, animés par des spécialistes, des membres de la cellule d'écoute et des équipes

chargées du contrôle médical et de l'assistance sociale. Des sorties sur le terrain sont également programmées via le guichet mobile de proximité, qui se rendra dans plusieurs espaces publics à forte fréquentation pour distribuer dépliants et supports informatifs contenant conseils et recommandations.

La campagne cible, pour cette journée, les communes de la daïra d'Ammi Moussa, a précisé la même source.

Au niveau de l'agence CNAS, les assurés sociaux sont sensibilisés à l'importance du dépistage précoce, notamment par des analyses simples et des examens radiologiques permettant de détecter la maladie à

un stade initial, facilitant ainsi sa prise en charge.

A Tiaret, l'agence locale de la CNAS a lancé dimanche une campagne de sensibilisation de trois jours sous le slogan "Votre santé est notre priorité."

Ensemble pour lutter contre le cancer".

Selon Amine Kouadria, chargé de l'information de l'agence, l'opération vise les hommes âgés de plus de 40 ans, encouragés à effectuer analyses et examens pour se prémunir contre ce type de cancer.

MILA

Une application permettant de diagnostiquer les maladies du système digestif développée par 2 étudiantes de l'université Abdelhafid-Boussouf



Deux étudiantes de 2ème année Master à l'université Abdelhafid-Boussouf de Mila, Manar Gaha et Chahra Gharboudj, ont développé une application électronique permettant de diagnostiquer les maladies du système digestif chez l'homme, a appris l'APS, lundi, auprès des intéressées.

Les deux étudiantes ont expliqué que cette application, qui a récemment obtenu le label "projet innovant", vise à "faciliter le travail des médecins lors du diagnostic des maladies affectant le système digestif en utilisant l'intelligence artificielle (IA)".

De son côté, la directrice de l'incubateur d'entreprises de l'université de Mila, Ahlam Bousmid, a confirmé que cette application "importante" a permis aux deux étudiantes de décrocher au bout d'un délai très court, le label de projet innovant.

Dénommée "Endodxal", cette application, permet, a-t-elle souligné, d'accélérer le processus de diagnostic à partir d'une base de données contenant un nombre considérable d'images présentant des cas d'affections de diverses maladies du système digestif. Une donnée, a-t-elle dit, qui "garantit la précision et la rapidité du diagnostic de la maladie".

Cette application porte à neuf (9) le nombre de projets innovants ayant obtenu un label au nom de l'université de Mila, et qui ont trait à différents domaines tels que le transport, la santé, l'agriculture, le droit et l'éducation, selon Mme Bousmid.

Elle a également affirmé que l'université s'attend, dans les prochains jours, à une augmentation du nombre de labels obtenus à la faveur du dépôt de 6 nouveaux projets sur la plateforme électronique nationale des entreprises innovantes "startup. dz".

CRA

Une caravane médicale multidisciplinaire fait escale à Illizi



Une caravane médicale multidisciplinaire, initiée par le Croissant-Rouge algérien (CRA) a fait escale mardi à Illizi, a-t-on appris des organisateurs.

Cette caravane de quatre jours (18-21 novembre), qui s'inscrit dans le cadre du programme national visant à renforcer la prise en charge sanitaire et à rapprocher les prestations médicales des citoyens, notamment dans les zones enclavées, est composée d'une douzaine de praticiens spécialisés en cardiologie, ORL (oto-rhino-laryngologie),

dermatologie, chirurgie orthopédique, pédiatrie, gynécologie obstétrique, pneumologie et médecine interne, a précisé le responsable de programmes de santé au CRA, Mohamed El-Mahdi Bellaouar.

Et d'ajouter qu'une série de consultations médicales seront effectuées quotidiennement au profit des patients, dans l'Etablissement public hospitalier, la polyclinique "Erimel" et la salle de soins d'"El-Hdeh" (chef-lieu de wilaya), avant de mettre le cap sur la localité de Fadnoun jeudi prochain.

Les cas nécessitant un suivi médical complémentaire au niveau des structures de santé spécialisées, seront également pris en charge, a-t-il poursuivi.

Rappelons que le CRA a déjà organisé des missions similaires en 2025, dans les wilayas de Béni-Abbès (août) et de Bordj Badji Mokhtar (octobre), dans le cadre de son plan d'action annuel de solidarité.

CHU DE BATNA

Ouverture de la semaine de sensibilisation sur le diabète des enfants



Les activités de la semaine de sensibilisation sur le diabète des enfants ont été lancées lundi au centre hospitalo-universitaire (CHU) Touhami Benflis de la ville Batna sous le slogan "consciente précoce pour une vie meilleure".

Initiée par le service de pédiatrie de cet établissement de santé, la manifestation a donné lieu à des portes ouvertes tenues au hall du CHU sur cette maladie, son traitement et le savoir-vivre avec, suscitant l'engouement des visiteurs

et parents d'enfants diabétiques.

L'occasion a donné lieu à des ateliers interactifs sur le diabète, ses signes chez l'enfant, l'utilisation de l'insuline, la pratique recommandée de sport avec la correction de certaines fausses informations sur cette maladie.

La cheffe du service de pédiatrie, Pr. Djohra Hadeb a indiqué à l'APS que cette semaine qui coïncide avec la journée mondiale du diabète (14 novembre) associe des médecins résidents et

internes à la présentation d'informations aux visiteurs outre l'organisation de conférences et rencontres interactives avec les enfants diabétiques et leurs parents.

En marge de cette semaine de sensibilisation, une journée de formation des médecins au diabète des enfants encadrée par des praticiens spécialistes sera organisée, selon la même source qui a indiqué que les enfants diabétiques sont suivis par ce service du CHU.

PLAQUE DENTAIRE Pourquoi faut-il l'éliminer ?

Tartre, caries, maladies des gencives et autres problèmes parodontaux : les conséquences de la plaque dentaire sont sérieuses. Faisons le point sur ce que risquent vos dents et sur les réflexes à avoir pour l'éliminer.

Qu'est-ce que c'est ?

La plaque dentaire, aussi appelée plaque bactérienne, est une substance blanchâtre et pâteuse qui se dépose sur les dents après les repas et suite à chaque prise alimentaire. Les bactéries se multiplient constamment dans la bouche, la plaque dentaire est donc un problème universel : vous aussi, vous êtes concerné !

Comment se forme la plaque dentaire ?

Composée principalement de protéines salivaires, de bactéries, de toxines et de résidus alimentaires, la plaque dentaire se forme de manière continue. Les bactéries, nourries par le sucre et la salive, prolifèrent en effet jour après jour et produisent des acides néfastes pour les dents. Si elle n'est pas enlevée quotidiennement, la plaque dentaire va également s'épaissir et se transformer en tartre.

Qu'est-ce que je risque ?

Il est important d'enlever la plaque dentaire au fur et à mesure de sa formation. Celle-ci produit

en effet des acides qui attaquent les dents et les gencives. Ces acides agissent sur l'émail des dents, irritent les gencives et sont responsables de la plupart des caries dentaires et des maladies parodontales.

De plus, si la plaque dentaire n'est pas ôtée quotidiennement, elle va se rigidifier (par un phénomène de calcification) et se transformer en tartre. Le brossage des dents devient alors inefficace et ne permet pas de la faire disparaître. Il est nécessaire d'effectuer un détartrage complet pour en venir à bout.

Comment s'en débarrasser efficacement ?

Pour éliminer efficacement la plaque dentaire, il est important de suivre certaines règles d'hygiène au quotidien :

- Se brosser les dents soigneusement après chaque prise alimentaire (durant 3 minutes au moins et au minimum 2 fois par jour). Ce brossage doit être effectué en allant de la gencive vers la dent et par mouvements rotatifs. La plaque dentaire se dépose en



effet sur la surface des dents mais également sur les gencives.

- Utiliser du fil dentaire et des brossettes pour compléter le brossage et nettoyer efficacement les endroits que la brosse à dents ne peut pas atteindre.

- Limitez votre consommation d'aliments sucrés (bonbons, sodas, pâtisseries, gâteaux...). Pour vous assurer de l'effica-

cité de votre brossage, passez votre langue sur la surface de vos dents : celles-ci doivent être parfaitement lisses. Vous pouvez également vous aider d'un révélateur de plaque, qui grâce à une coloration temporaire, vous permettra de visualiser aisément la plaque dentaire persistante. Vous pourrez alors peaufiner votre brossage en nettoyant scrupuleusement les

zones négligées.

Sachez enfin qu'il est nécessaire de vous rendre une fois par an chez votre dentiste pour une visite de contrôle. Si besoin, celui-ci effectuera au passage un détartrage qui permettra de débarrasser vos dents de toute trace de plaque dentaire et de tartre afin de recréer dans votre bouche un environnement sain.

Et si vous passiez à la brosse à dents électrique ?

Les brosses électriques ont la réputation de nettoyer les dents à fond et en douceur. Et elles feraient mieux que les brosses à dents manuelles contre la plaque dentaire ! Leur secret, c'est la vibration.

Dents : quel est l'intérêt d'une brosse électrique ?

Elle brosse bien les dents et permet d'éliminer efficacement la plaque dentaire. Côté modèles, il existe des versions «scallo-rotatives». Une grande étude, menée en 2005, a montré qu'elles étaient plus efficaces que les brosses manuelles pour enlever la plaque dentaire et réduire les inflammations des gencives (gingivites). On trouve aussi sur le marché des «soniques» qui décollent les dépôts dentaires grâce aux vibrations.

Brosse électrique : à piles ou rechargeables ?

Les brosses à piles ressemblent parfois comme deux gouttes d'eau aux manuelles, mais elles ont un pouvoir de vibration supplémentaire. Elles coûtent un peu plus cher. Les rechargeables sont plus onéreuses, mais peuvent durer des années. Plus performantes, elles sont pourvues

d'options plus ou moins utiles (différents modes de brossage, minuteurs, détecteurs d'appui...). Sauf sur les modèles «premier prix», les brossettes sont le plus souvent remplaçables. On les change tous les trois mois environ, comme les autres brosses.

Brosse à dents électrique : la technique de brossage est-elle différente ?

Ça dépend. Les modèles de base nécessitent d'employer la technique de brossage habituelle ou, au moins, des mouvements de va-et-vient sur les dents et les gencives. Avec les rechargeables, le brossage est très assisté et donc simplifié. Une échelle de dentifrice, on incline la brosse à 45° par rapport à la dent. Et c'est parti pour la «chorégraphie» : surfaces externe et interne, puis zone de mastication. Quant au temps de brossage, il est au moins de deux minutes.

Les brosses électriques agressent-elles les gencives ?

Là encore, des études ont été menées pour évaluer les risques de récession (rétraction) des gencives. Elles n'ont



a priori pas mis en évidence de risques supérieurs à ceux d'une brosse à dents manuelle. En revanche, lors des premières utilisations, les gencives peuvent saigner, en particulier si elles sont très sensibles. Cela peut se prolonger jusqu'à quinze jours chez certaines personnes. Au-delà, il faut rechercher une autre cause, donc consulter son dentiste.

Pas plus de 5 cuillérées de sucre par jour



Pour prévenir les caries dentaires tout au long de la vie, il faut manger moins de sucre, selon les recommandations d'experts britanniques. On ne devrait pas en consommer plus de 5 cuillères à café par jour.

Diminuez le sucre pour garder des dents saines. Une étude de l'université de Newcastle, publiée dans le *Journal of Dental Research* préconise de diviser de moitié sa consommation quotidienne de sucre pour mettre notre dentition à l'abri des caries. Pour cela, il faudrait faire passer l'apport en sucre quotidien de 10 à 5 %. Cela équivaut à ne pas dépasser 5 cuillères à café de sucre par jour.

Depuis 1990, l'OMS fixe à 10 % la limite d'apport de sucre libre, ce qui comprend le sucre ajouté par les industriels, le consommateur mais aussi le sucre présent naturellement dans les fruits et le miel.

Une alimentation trop sucrée

Les chercheurs anglais légitiment la révision des préconisations de l'OMS en raison de l'évolution du régime alimentaire, bien trop sucré. "Une partie du problème vient du fait que les nourritures et les boissons sucrées sont aujourd'hui la base du régime alimentaire des gens dans les pays développés, alors qu'autrefois elles constituaient un plaisir occasionnel pour un anniversaire ou pour Noël. Nous devons renverser cette tendance", affirme Paula Moynihan, professeur de nutrition et de santé orale à l'université de Newcastle et auteur de l'étude.

Et d'ajouter : "Les gens doivent maintenant s'attendre à garder leurs dents saines toute leur existence et étant donné les effets du sucre sur celle-ci, limiter à 5 % le taux de sucre sur notre apport calorique minimiserait le risque dentaire".

Quant au fluor, il ne suffit pas à prévenir les caries causées par le sucre, soutient l'étude. "Le fluor empêche sans aucun doute les dents de s'abîmer, mais ne se débarrasse pas de la cause principale : les régimes sucrés".

6 aliments qui préviennent les caries

Chacun sait que, pour éviter les caries, il vaut mieux oublier les sucreries. En revanche, il y a quelques aliments amis de vos dents que vous pouvez ajouter sans hésiter à vos menus quotidiens.

Mangez des pommes

Une pomme par jour peut éloigner la...fraie du dentiste pour toujours ! Croquer dans une pomme aide la salive à nettoyer les dents et les flavonoïdes présents dans la pomme empêchent la prolifération des bactéries présentes dans la bouche. En outre, la peau et la pulpe de la pomme concentrent beaucoup de vitamine C. Or, étude menée aux États-Unis a démontré que les personnes qui consomment au moins 10 mg de vitamine C chaque jour ont 25 % de risques en moins de souffrir de maladies dentaires que les personnes qui en consomment moins de 60 mg.

Buvez du thé

Le thé vert et le thé noir sont excellents pour lutter naturellement contre les caries. En effet, les catéchines présentes dans le thé empêchent la plaque dentaire d'adhérer à l'émail des dents et donc aux bactéries de s'accrocher. En outre, le thé est riche en fluor, dont l'effet bénéfique sur l'émail des dents n'est plus à démontrer. Mais pour un véritable effet anti-carie, il est conseillé de boire votre thé sans sucre et sans édulcorant, bien sûr !

Grignotez des canneberges

Ces petites baies rouges sont extrêmement riches en flavonoïdes, des anti-oxydants connus pour leur effet anti-microbien.



Le lait fermenté ou les yaourts nature maison (sans sucre et sans additifs) agissent sur les dents comme un dentifrice naturel qui empêcherait les bactéries de coller à l'émail. Une étude américaine a montré que les adultes qui consommaient régulièrement des produits laitiers fermentés (yaourts, lait ribot, kéfir...) avaient une salive dont le

Buvez du lait fermenté

pH était moins acide et largement au-dessous du seuil critique qui provoque la corrosion de l'émail. En outre, le yaourt est riche en calcium et en phosphore, deux minéraux qui aident à reminéraliser les dents.

Grignotez du fromage

Outre le fait que les dents ont besoin de calcium pour être protégées et rester solidement ancrées, le fromage contient de la caséine, une protéine qui booste le calcium dans la reminéralisation de l'émail des dents. Pas besoin de vous ruiner sur le plateau de fromages : en consommer une petite part de 5 g est suffisante pour améliorer la santé des dents.

Craquez pour le cacao

Qu'est-ce que le thé et le cacao ont en commun ? Les polyphénols ! Ces molécules antioxydantes qui suscitent beaucoup d'intérêt dans la prévention du cancer ou des maladies cardiovasculaires, jouent également un rôle dans la prévention des caries.

Les polyphénols du cacao font un effet barrière contre les attaques acides de certaines bactéries (plus particulièrement les streptocoques sanguinis) présentes dans la flore buccale. Mais, soyons clairs, on parle ici du cacao en poudre non sucré et non des barres chocolatées à base de cacao !

Manger du fromage, c'est bon contre les caries dentaires !

En plus du brossage des dents, les dentistes pourraient bien recommander aux enfants de manger un peu de fromage. On connaît déjà l'intérêt de manger des produits laitiers pour préserver une bonne santé en général (maladies cardiovasculaires, santé osseuse ou encore diabète). Mais peu de travaux ont été faits pour étudier l'impact de leur consommation sur la santé bucco-dentaire.

Des chercheurs indiens viennent de démontrer que le fromage était meilleur que d'autres produits laitiers pour protéger nos dents des caries. Leurs résultats parus dans *General Dentistry* ont été obtenus sur un panel de 68 adolescents âgés de 12 à 15 ans. Le Dr Ravishankar Telgi du Kothwadi Dental College and Research Center en Inde a demandé à un groupe de manger du fromage, un second groupe un yaourt sans sucre et un troisième groupe de boire un verre de lait. Chaque



groupe a mangé son produit laitier pendant trois minutes avant de boire de l'eau. Le pH de la plaque dentaire (acidité de la bouche) a été mesuré dans la bouche de chacun des jeunes 10, 20 et 30 minutes après la consommation. Un pH inférieur à 5,5 expose les

dents à un risque d'érosion, qui abîme l'émail. "Plus le pH dépasse 5,5, plus le risque de développer des caries diminue", complète le Dr Vipul Yadav, co-auteur de l'étude.

Le fromage, une alternative aux sucreries

Les consommateurs de fromage sont ceux dont le pH a beaucoup augmenté contrairement aux autres groupes qui n'ont pas connu de nette évolution de leur pH. Cette élévation du pH s'expliquerait par la production de salive liée à la mastication. On sait déjà que la salive diminue l'acidité de la bouche après la consommation d'aliments sucrés, prévenant l'apparition de caries. Mais il semblerait aussi que certains composants du fromage comme la caséine s'ajoutent à l'effet de la salive, en adhérant à l'émail dentaire, ils protégeraient les dents des attaques acides.

CONSEIL DE SÉCURITÉ Réunion sur la lutte antiterroriste en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Le Conseil de sécurité de l'ONU tient une réunion d'information, mardi, sur le thème "Renforcement de la coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel", au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest".



Le président sierra-léonais, Julius Maada Bio, également président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), présidera la réunion.

Le secrétaire général, Antonio Guterres, et le président de la Commission de la CEDEAO, Omar Aliou Touray, devraient y prendre la parole.

L'un des objectifs de la Sierra Leone qui assure la présidence du Conseil en novembre, est de s'appuyer sur le dialogue inter-actif informel (DII) qu'elle a convoqué le 15 juillet sur le renforcement de la coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Selon une note de

synthèse diffusée par la Sierra Leone, la réunion vise à mobiliser le soutien international en faveur d'initiatives régionales favorisant une stabilisation durable en s'attaquant aux causes profondes de l'insécurité.

La note conceptuelle de la Sierra Leone met en lumière plusieurs cadres normatifs élaborés au fil

des ans pour lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée, ainsi que la coopération continue entre l'ONU et l'Union africaine (UA) dans ce domaine. Elle fait également référence à la résolution 2719 du Conseil de sécurité du 21 février 2023 relative au financement des opérations de soutien à la paix menées par l'UA (OSPPA).

CAUSE SAHARIENNE

Le rejet de l'exploitation des richesses du Sahara occidental doit être défendu dans les pays bénéficiaires (expert)



Le rejet de l'exploitation des richesses naturelles du Sahara occidental doit être défendu également dans les pays bénéficiaires des accords et licences d'exploitation accordés par le régime du Makhzen, a plaidé le professeur et expert espagnol en droit international, Juan Domingo Torrejón Rodríguez.

Signant lundi un article dans le quotidien espagnol El Independiente sous le titre "50 ans après la fin du Sahara espagnol, l'exploitation par le Maroc des ressources naturelles du Sahara occidental occupé", Pr Rodríguez a indiqué que "les autorisations accordées par le régime du Makhzen à ses alliés

à partir des années 2000, en vue d'explorer et d'exploiter les richesses du peuple sahraoui (agricole et halieutique) exigent aujourd'hui des peuples et des défenseurs des causes justes dans les pays concernés une large mobilisation afin de dissuader leurs gouvernements de se rendre une partie prenante et complices du Makhzen".

L'expert en droit international relève, à cet égard, que la mobilisation dans les pays impliqués doit être intense particulièrement à l'aune des stratagèmes malhonnêtes adoptés par certains gouvernements notamment dans l'Union européenne (UE) dans le but de

contourner les décisions de la justice qui qualifient clairement d'illégal l'exploitation des richesses du peuple sahraoui.

Il rappelle ici la récente modification de l'accord commercial UE-Maroc apportée en octobre dernier par la Commission européenne, en violation flagrante de l'arrêt de la Cour de justice européenne (CJUE) du 4 octobre 2024 qui a déclaré illégale toute exploitation des richesses du Sahara occidental sans consentement préalable de son peuple.

Le professeur a souligné, dans ce contexte, que la mobilisation citoyenne contre l'exploitation des richesses du peuple sahraoui a dorénavant déjà porté ses fruits dans certains pays où elle a été initiée, à l'instar du Panama et de l'Afrique du Sud.

Il a fait remarquer, à ce propos, que le rejet de l'exploitation doit être massif, car de plus en plus de pays et d'autres parties sont en train de se "ruer" sur l'investissement dans les territoires sahraouis occupés.

Pour l'expert, le rejet de l'exploitation par le Maroc et ses alliés des richesses doit être, enfin, double, compte tenu d'un autre élément, à savoir que les revenus de l'exploitation de ces richesses ne profitent qu'au régime du Makhzen.

SOUDAN

L'armée reprend le contrôle d'une importante ville au Nord-Kordofan



L'armée soudanaise a repris le contrôle de la ville d'Um Sayala de l'Etat du Nord-Kordofan aux dépens des Forces de soutien rapide (FSR), ont indiqué lundi des sources locales, citées par des médias.

"Les forces de l'armée soudanaise se sont emparées de la ville d'Um Sayala, située à 200 kilomètres au nord de la capitale provinciale El-Obeid, à l'issue de violents combats contre les FSR", ont précisé les mêmes sources.

Par ailleurs, des soldats de l'armée soudanaise ont publié sur les réseaux sociaux des vidéos les montrant en train d'entrer dans la localité.

Cette nouvelle avancée intervient après que l'armée soudanaise a rétabli son contrôle sur les zones d'Umm Dham Haj Ahmad et de Kazgil, également dans le Nord-Kordofan.

Depuis la prise d'El-Fasher, capitale du Nord-Darfour, par les FSR le mois dernier, les combats entre le groupe rebelle et l'armée soudanaise se sont étendus à de nouveaux fronts, notamment dans la région du Kordofan, au centre et au sud du pays.

Le conflit opposant l'armée aux FSR, déclenché en avril 2023, a fait au moins 40.000 morts et déplacé 12 millions de personnes, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Près de 17 millions d'élèves privés de cours à cause du conflit

Le ministre d'Etat soudanais aux Finances, Mohamed Nour El-Daim, a indiqué que près de 17 millions d'élèves ont été contraints d'abandonner leurs études en raison de la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire dans le pays, en proie à un conflit armé depuis plus de deux ans.

"Cette réalité pose de graves défis au pays dans le secteur de l'éducation et exige des mesures urgentes pour reconstruire les établissements scolaires et garantir le droit des élèves à poursuivre leurs études", a souligné le ministre.

Avant l'escalade du conflit au Soudan, environ 7 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés, la pauvreté, la précarité et l'instabilité étant les principales causes de leur exclusion.

Avec l'intensification des combats, les rapports successifs de l'Unicef, dont le plus récent date de février 2025, ont révélé que plus de 16,5 millions d'enfants étaient totalement déscolarisés, en raison de l'effondrement quasi total du système éducatif dans de nombreux Etats du pays.

Les organisations humanitaires indiquent que les écoles figurent parmi les institutions les plus touchées, que ce soit par destruction directe suite aux bombardements ou par leur conversion en casernes militaires et en centres d'accueil pour personnes déplacées, ce qui les rend impropres à l'éducation.

Les familles déplacées rencontrent d'importantes difficultés pour scolariser leurs enfants.

Les déplacements internes et externes ont contraint des millions de familles à fuir leur foyer, et de nombreux élèves n'ont plus accès à leur nouvelle école en raison de la surpopulation ou du manque de ressources.

Cette crise a été aggravée par l'effondrement économique généralisé, qui a privé des familles de revenus et contraint de nombreux enfants à quitter l'école pour travailler et subvenir aux besoins essentiels de leurs proches.

Déclenché en avril 2023, le conflit opposant l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (FSR) a fait des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés et plongé le pays dans la plus grande crise humanitaire au monde, selon l'ONU.

APS

PALESTINE Ghaza sous contrôle étranger : les Palestiniens rejettent le plan américain de « stabilisation »

Le Conseil de sécurité de l'ONU a été le théâtre d'un affrontement diplomatique de haute intensité autour du projet américain de « force de stabilisation internationale » à Ghaza.

Présenté comme une initiative pour instaurer la sécurité et préparer une voie vers l'État palestinien, ce plan est perçu par les factions locales comme une manœuvre de contrôle déguisé, une nouvelle forme de tutelle étrangère sur l'enclave.

La proposition américaine prévoit la création d'une Force de stabilisation internationale (ISF) chargée de sécuriser les frontières, de superviser la démilitarisation et de participer au désarmement des groupes armés palestiniens.

À cela s'ajoute la création d'un « Conseil de paix pour Ghaza », présidé par Donald Trump jusqu'en 2027, doté de pouvoirs étendus dans les domaines politique, économique et militaire.

Un scénario qui, selon les représentants palestiniens, consacre un transfert direct de l'autorité locale à une entité supranationale, privant le peuple palestinien de ses droits souverains. Le désarmement obligatoire des factions armées est au centre de la contestation.

Les mouvements palestiniens affirment que le droit à la résistance et à la défense face à l'occupation est inaliénable et ne peut être discuté que dans un cadre politique global menant à la fin de l'occupation israélienne et à la reconnaissance d'un État palestinien. Toute présence militaire ou administrative étrangère est catégoriquement rejetée. « La paix ne peut naître d'une tutelle imposée. Elle doit dé-

couler de la reconnaissance de nos droits et de notre souveraineté », martèle un haut responsable palestinien. Face à ce projet, la Russie a présenté une alternative, réaffirmant la solution à deux États selon les frontières de 1967, sans imposer de force internationale ni de Conseil de paix. Moscou a également appelé le secrétaire général de l'ONU à examiner d'autres solutions diplomatiques, soulignant l'importance d'un dialogue multipartite et équilibré.

Washington, de son côté, multiplie les efforts pour rallier des pays arabes et musulmans à sa cause, mobilisant Qatar, Égypte, Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Indonésie, Pakistan, Jordanie et Turquie. Au cœur du débat : le contrôle de Ghaza après le conflit.

Les factions palestiniennes insistent pour que la gestion revienne aux institutions locales, avec une supervision onusienne limitée, et refusent toute ingérence étrangère directe.

Pour elles, le plan américain représente une nouvelle forme de colonialisme, un retour déguisé au mandat britannique, mais sous contrôle américain et israélien, amputant le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination.

Le projet divise Ghaza en deux zones : une « zone verte » sécurisée par des troupes internationales en coordination avec l'armée israélienne, où l'aide humanitaire serait strictement contrôlée, et une « zone

rouge » laissée en ruines, où deux millions de Palestiniens survivent dans des conditions dramatiques.

La reconstruction est transformée en instrument de pression, un outil de contrôle démographique et politique.

Malgré les bombardements, la famine et les déplacements forcés, les Palestiniens restent déterminés à défendre leur terre et leur droit à un État indépendant.

La résistance s'enracine dans la conviction que la paix ne peut être imposée de l'extérieur et que l'aide humanitaire ne doit jamais devenir un levier de domination.

Pour les observateurs, le plan américain dépasse la simple diplomatie : il instaure un contrôle étranger sur Ghaza, bloque toute souveraineté palestinienne et utilise l'aide humanitaire comme instrument de pression. Les Palestiniens, eux, refusent de céder.

Leur message est clair : la dignité, la liberté et l'État palestinien ne peuvent être négociés sous pression. Tant que cette approche persistera, la tragédie humanitaire continuera, mais l'esprit de résistance palestinien restera intact.

Ghaza est et restera le cœur battant d'une lutte pour la souveraineté et la justice, une bataille où la reconnaissance internationale de l'État palestinien et la fin de l'occupation demeurent la seule véritable voie vers la paix.

R. I.

L'UE rejette toute tentative de changement démographique ou territorial dans la bande de Ghaza

L'Union européenne (UE) a réaffirmé mardi son opposition à toute tentative de changement démographique ou territorial par l'entité sioniste dans la bande de Ghaza.

"L'UE rejette toute tentative de changement démographique ou territorial dans la bande de Ghaza, et soutient l'unification de l'enclave palestinienne avec la Cisjordanie occupée sous l'autorité palestinienne", a déclaré le porte-

parole de la Commission européenne, Anouar El Anouni. Il a rappelé, dans ce contexte, les propos de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, affirmant que "Ghaza était une partie essentielle du futur État palestinien et qu'il ne devrait plus y avoir de déplacements forcés".

Lundi, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas, avait ex-

primé, de son côté, le rejet de l'UE des violences perpétrées par les colons sionistes en Cisjordanie occupée.

Dans une déclaration faite lors de sa rencontre avec une délégation de médias palestiniens au siège de l'UE à Bruxelles, en Belgique, Mme Kallas a dit : "De nombreuses discussions sont en cours concernant ces pratiques et ces attaques, que nous jugeons inacceptables, commises par les colons".

Ghaza: des centaines de milliers de déplacés affrontent l'hiver dans des tentes délabrées (UNRWA)

L'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) a annoncé que "des centaines de milliers de déplacés à Ghaza affrontent l'hiver dans des conditions précaires, vivant dans des tentes délabrées et sans accès aux besoins essentiels".

Dans un message publié sur les réseaux sociaux, l'agence a précisé que plus de 282.

000 logements à Ghaza ont été détruits ou endommagés lors de la guerre génocidaire sioniste, qui a duré deux ans.

Selon l'agence onusienne, "ces données s'appuient sur les informa-

tions fournies par le mécanisme humanitaire de suivi du logement, le Global Shelter Cluster, géré conjointement par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge".

L'UNRWA a indiqué, dans ce contexte, que "des dizaines de milliers de familles palestiniennes sont contraintes de vivre dans des tentes, dans des espaces restreints, sans intimité et avec un accès limité aux services essentiels, alors que l'hiver approche". Elle a assuré, toutefois,

que "ses équipes et ses organisations partenaires poursuivent la fourniture d'aides aux familles déplacées pour tenter d'atténuer leur souffrance".

Dimanche, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese a déclaré que le cessez-le-feu en vigueur dans la bande de Ghaza n'avait pas mis un terme aux souffrances des Palestiniens qui assistent impuissants à la politique cynique de l'occupant sioniste.

LIBAN Un martyr dans une frappe sioniste sur le sud du pays

Un Libanais est tombé en martyr mardi, suite à une frappe menée par les forces sionistes sur le sud du Liban, a rapporté l'agence de presse libanaise (ANI).

"Une frappe de drone de l'ennemi" sioniste "ayant visé un véhicule dans le district de Bint Jbeil a entraîné la mort en martyr d'un citoyen", a précisé l'ANI, citant un communiqué du ministère libanais de la Santé.

En violation du cessez-le-feu en vigueur conclu depuis fin novembre 2024, l'armée sioniste poursuit régulièrement ses agressions contre le Liban, faisant souvent des martyrs et des blessés.

CHILI La droite majoritaire au Parlement

Les partis de droite alliés au candidat d'extrême droite à la présidentielle chilienne José Antonio Kast, qui affrontera en décembre sa rivale de gauche Jeannette Jara lors d'un second tour, vont disposer d'une majorité au Parlement, selon les résultats officiels du scrutin de dimanche.

M. Kast est arrivé en deuxième position au premier tour, derrière la candidate de la coalition de centre gauche au pouvoir, lors d'un vote où les électeurs ont aussi renouvelé la Chambre des députés et la moitié du Sénat chiliens.

La droite et l'extrême droite supplanteront les forces de centre gauche à partir du 11 mars, d'après le décompte de 99,9% des voix publié lundi par le Service électoral (Servel). A la Chambre des députés, elles auront 76 des 155 sièges.

Le Parti républicain de José Antonio Kast, classé à l'extrême droite, deviendra la principale force de la chambre basse avec 31 députés, contre 9 lors du précédent scrutin.

Au Sénat, il passe d'un siège obtenu en 2021 à cinq. A la chambre haute, les formations de droite disposeront de 25 sièges, contre 23 pour les partis de gauche. La droite, qui présentait à la présidence trois candidats issus de différentes forces, a recueilli plus de 50% des voix dimanche, et les sondages anticipent une victoire de l'ultraconservateur José Antonio Kast au second tour.

DANEMARK Les Danois aux urnes pour les élections locales

Les 4,7 millions d'électeurs du Danemark votent mardi pour élire leurs conseillers municipaux et régionaux.

Dominé par des enjeux locaux (transports, éducation ou encore personnes âgées), le scrutin pourrait déboucher sur un fort recul du parti au pouvoir des sociaux-démocrates de la Première ministre Mette Frederiksen, actuellement à la tête de 44 des 98 mairies danoises. Au Danemark, 75% des dépenses publiques se font à travers les collectivités territoriales, d'où l'importance du scrutin.

APS

ALGER

Ouarda Amel : une étoile du cinéma algérien s'éteint, mais son héritage demeure

Alger pleure l'une de ses figures les plus emblématiques : Ouarda Amel, de son vrai nom Aouda Sadouki, grande comédienne et artiste polyvalente, s'est éteinte ce lundi dernier, à Alger après une longue lutte contre la maladie.

Son départ laisse un vide immense dans le paysage culturel algérien, mais son œuvre continue de rayonner et d'inspirer. Icône du cinéma et de la télévision des années 1970 et 1980, Ouarda Amel a marqué son époque par sa capacité à incarner avec authenticité des personnages profondément humains.

Elle a travaillé aux côtés des plus grands réalisateurs

et comédiens algériens, participant à des films et feuilletons qui restent des références de l'art dramatique national.

Parmi ses contributions les plus mémorables figurent Les Enfants de Novembre (1975) de Moussa Haddad, La Grande Tentative (1982) de Djamel Fezzaz, Hassan Taxi (1982) de Mohamed Slim Riad, Samia et son père (1985) de Mustapha

Badie, ainsi que le feuilleton Al-Massir de Djamel Fezzaz.

Réputée pour ses rôles de mère, elle captivait à l'écran toute la tendresse, la force et la complexité des personnages qu'elle incarnait.

Que ce soit la mère du jeune Mourad Ben Saffi dans Les Enfants de Novembre ou celle de Samia dans Samia et son père, son jeu d'une justesse émouvante touchait profondément le public.

Au-delà de ses performances, Ouarda Amel a laissé une empreinte indélébile dans le cœur des spectateurs et dans l'histoire du cinéma algérien.

Son talent, sa générosité artistique et son humanité continueront d'inspirer des générations d'artistes, rappelant que certaines étoiles ne s'éteignent jamais vraiment.

R. C.

PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

68 candidatures examinées en décembre (Unesco)

Les candidatures de 68 éléments pour inscription sur les listes du patrimoine culturel immatériel de l'humanité seront examinées par le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco lors de sa 20e session ordinaire prévue du 8 au 13 décembre à New Delhi (Inde), a indiqué cette agence onusienne dans un communiqué.

Le Comité aura à se prononcer sur les candidatures portées par 78 Etats du monde entier pour inscription sur

les trois Listes du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, dont 54 candidatures sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, 11 sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente et une (1) proposition d'inscription au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde.

En reconnaissance des retombées positives des mesures de sauvegarde mises en place pour des éléments déjà inscrits, le Comité étudiera également deux demandes de transfert de la Liste

du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente vers la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, précise l'Unesco.

La 20e session comprend 9 candidatures multinationales et 7 pays sont susceptibles d'être inscrits pour la première fois, selon la même source.

La Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité reconnaît et promeut la diversité des pratiques culturelles et savoir-faire portés par les communautés.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Paul McCartney sort un morceau silencieux pour s'opposer à un projet sur l'IA

La légende britannique de la musique Paul McCartney va sortir un morceau silencieux en décembre à l'occasion de la réédition d'un album, également muet, auquel ont participé des artistes comme Hans Zimmer ou Kate Bush pour dénoncer un projet sur l'IA assouplissant le droit d'auteur.

Le titre de McCartney intitulé "Bonus Track", le premier depuis cinq ans, est un enregistrement d'un "studio vide", avec une succession de bruits de bande magnétique et de cliquetis, d'une durée de deux minutes et 45 secondes.

La star britannique en-

tend ainsi dénoncer un projet de loi déposé par l'exécutif travailliste au Royaume-Uni, visant à appliquer une exception à la loi sur le droit d'auteur pour faciliter l'utilisation des contenus créatifs afin d'entraîner des modèles d'IA.

Ces entreprises technologiques n'auraient plus besoin d'obtenir l'autorisation des auteurs ni de les rémunérer, ce qui suscite la colère de l'industrie musicale.

"Bonus Track" sortira à l'occasion de la réédition en vinyle de l'album "Is This What We Want" ("Est-ce bien cela que nous voulons?") le 8 décembre, a annoncé dimanche le collectif

du même nom sur son site.

Plus d'un millier d'artistes dont Annie Lennox, Damon Albarn, Jamiroquai ou Max Richter ont collaboré à cet album muet, sorti en février 2025, qui exhorte le gouvernement britannique à "ne pas légaliser le pillage musical au profit des entreprises d'IA".

"L'album comporte des enregistrements réalisés dans des studios et des salles de spectacle vides, illustrant l'impact que les propositions du gouvernement auraient, selon nous, sur les moyens de subsistance des musiciens", affirment-ils, avant d'ajouter que "seulement un millier de copies en

vinyle seront éditées". L'ex-Beatle de 83 ans avait déjà, avec 400 artistes dont Elton John, Coldplay ou Dua Lipa, signé une lettre ouverte exhortant le gouvernement à protéger l'industrie musicale britannique.

Selon une étude menée auprès d'artistes et de producteurs par l'association UK Music, publiée mercredi dernier, deux sondés sur trois estiment que l'IA constitue une menace à leur carrière. Plus de neuf sur dix veulent que leur image et leur voix soient protégées, et demandent aussi à être rémunérés par les entreprises d'IA qui utilisent leurs créations.

BATNA

7 troupes en lice pour les prix du festival culturel national du théâtre d'expression amazighe

Au total, sept (7) troupes concourront pour les prix du 14^{ème} festival culturel national du théâtre d'expression amazighe prévu à Batna du 23 au 27 novembre prochains, indique un communiqué publié mardi par le commissariat de cet événement culturel.

Le document précise que les pièces théâtrales en lice sont l'œuvre de 7 troupes dont 6 associations culturelles des wilayas de Tizi Ouzou, de Bouira et Tougourt et du théâtre régional d'Oum El Bouaghi, dont les pièces ont été sélectionnées par une commission spécialisées.

Les prix du festival récompenseront la "meilleure pièce de théâtre intégrée", le "meilleur texte", la "meilleure mise en scène", la "meilleure performance d'acteur" (rôles féminin et masculin), la "meilleure musique", en plus d'un "prix spécial du jury".

L'édition 2025 du festival culturel national du théâtre d'expression amazighe est dédiée, selon le même communiqué, à l'artiste Salah Houche en reconnaissance de ses contributions au théâtre amazigh, en tant que fondateur de plusieurs troupes théâtrales activant dans le domaine, en tant que metteur en scène de plusieurs œuvres théâtrales en tamazight traitant des questions sociales, ainsi que pour ses qualités de formateur et d'accompagnateur de jeunes talents dans le domaine du théâtre amazigh.

Prévu au théâtre régional Dr Salah -Lombarkia de Batna, le festival sera ponctué, en plus des spectacles en compétition, par deux tables rondes consacrées au "discours visuel dans le théâtre amazigh" et à "l'utilisation du patrimoine populaire dans le quatrième art", en plus d'ateliers de formation destinés à des jeunes amateurs de théâtre, portant, notamment, sur la scénographie et la mise en scène.

PUBLICITÉ

ش.ذ.ا مزرعة سيدي بلحاج -عريب-
عين الدفلى

إعلان عن بيع بالمزاد
العنلي

تعلن مزرعة سيدي بلحاج الكائن مقرها ببلدية عريب ولاية عين الدفلى عن بيع محصول الكليمنتين البرتقال (THOMSON) وهذا عن طريق المزاد العلني تحديد سعر البيع يكون بالكيلوغرام، وهذا يوم الثلاثاء 25 نوفمبر 2025 على الساعة 10 صباحا بمقر الإدارة.

ملاحظة : شروط المشاركة الضرورية.
- احطار نسخة من بطاقة التعريف.
- احطار نسخة من السجل التجاري او بطاقة فلاح - مزققين بالرقم الجاني.
- العربون 200000.00 دج (في حالة كسب المزاد)

SIDI BEL-ABBÈS

Ouverture de la semaine culturelle de la wilaya d'El Tarf

La semaine culturelle de la wilaya d'El Tarf a été inaugurée, lundi soir, à la salle de cinéma Tessala de Sidi Bel-Abbès, dans le cadre du programme d'échanges culturels entre les wilayas, en présence des autorités locales, de responsables du secteur de la culture ainsi que de plusieurs artistes et artisans. La cérémonie d'ouverture a été marquée par l'animation d'un spectacle folklorique par la troupe "Dendania El Aissaoua", accompagné de chants populaires et de lectures poétiques qui ont suscité une forte interaction du public présent.

La manifestation comprend des spectacles artistiques et folkloriques, des expositions d'artisanat traditionnel, des produits culinaires du terroir, ainsi que diverses activités visant à

mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel de la wilaya d'El Tarf.

A cette occasion, le directeur de la culture et des arts de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, Abdelhak Benrahou, a déclaré dans son allocution d'ouverture que "l'accueil de la semaine culturelle de la wilaya d'El Tarf à Sidi Bel-Abbès constitue une concrétisation de la politique du ministère de la Culture et des Arts visant à renforcer les échanges entre les wilayas".

Il a ajouté que de telles manifestations contribuent à élargir les connaissances du public, à encourager la créativité et à favoriser les échanges entre artistes et associations, soulignant: "Nous œuvrons à dynamiser la scène culturelle au niveau de la wilaya en ouvrant des espaces de rencontres

artistiques et en encourageant les initiatives permettant aux jeunes de révéler leurs talents".

Pour sa part, le directeur de la Maison de la Culture d'El Tarf et commissaire du festival, Nouredine Kouider, a indiqué que la participation à cette semaine culturelle représente une occasion pour mettre en avant une partie du riche patrimoine de la wilaya, notamment à travers le folklore, les arts plastiques et l'artisanat.

Cette manifestation est organisée à l'initiative des commissariats du festival local des arts et des cultures populaires des wilayas d'El Tarf et de Sidi Bel-Abbès, en coordination avec les Maisons de la Culture et les directions de la culture des deux wilayas, et sous l'égide du ministère du secteur.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU COURT-MÉTRAGE À TIMIMOUN

La coopération intra-africaine focalise les débats

Les questions afférentes à la politique cinématographique en Afrique, au renforcement de la coopération dans le domaine et aux voies de développement de l'industrie cinématographique, ont focalisé les débats des participants au festival international du court-métrage de Timimoun (13-18 novembre).

Le directeur technique et artistique du festival, Fayçal Sohbi, a indiqué que les rencontres et tables rondes ayant rassemblé une pléiade de cinéastes, de critiques et d'académiciens, sous la conduite de cadres du Centre algérien de développement cinématographique, ont été une occasion de mettre en lumière la réalité et les perspectives des festivals cinématographiques en Afrique, et les voies susceptibles de les promouvoir et de développer l'industrie du cinéma, à travers notamment des partenariats et la consolidation de la coopération entre les centres cinématographiques africains.

Le producteur Burkinabé et programmateur du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), Ousmane Boudaone, estime, de son côté, que l'avenir du cinéma africain se concrétisera à travers une industrie cinématographique intégrée et l'encouragement d'œuvres cinématographiques communes exprimant les centres d'intérêt de l'individu dans le continent africain.

Et de souligner, à ce titre, que "le cinéma africain doit se construire de lui-même, localement, avant de s'internationaliser, et ce en optimisant l'exploitation des espaces et moyens disponibles".



Pour sa part, le comédien et réalisateur mauritanien, Salem Dendou, voit dans le festival international du court-métrage

de Timimoun "un plus" d'excellence à la liste des festivals cinématographiques, ajoutant que la dimension africaine qui lui a été donnée, conforte "le prolongement de la Culture africaine authentique". L'intervenant a

également mis en valeur la place de Timimoun comme "une des places civilisationnelles et culturelles de dimension africaine, et ce depuis un passé lointain", tout en mettant en avant l'intérêt de tirer avan-

tage des fabuleux espaces naturels que recèle l'Algérie pour la production et la distribution des œuvres cinématographiques africaines.

Le directeur du Centre sénégalais de production cinématographique, Germain Coly, a lui salué la distinction accordée à son pays, en tant qu'invité d'honneur du festival, ajoutant que son pays a participé avec six (6) courts-métrages traitant de thèmes divers reflétant la vie quotidienne au Sénégal.

Dans le même sens, le jeune réalisateur tunisien, Abdeldjalil Fiddi, a souligné que la "plupart des films en compétition reflètent la culture africaine, preuve que l'Afrique est en mesure d'être un espace attractif de cinéma et que sa voix peut s'affirmer à l'international".

Pour rappel, les participants au festival sont en compétition pour les prix des meilleurs courts-métrages patriotique, documentaire et de conte, en plus des prix récompensant les meilleurs scénario et réalisation. Pas moins de 62 films issus de 31 pays, dont 23 africains, sont en lice à cette première édition du festival international du court-métrage de Timimoun.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de BATNA
Daïra de Merouana
Commune de Merouana
N° Fiscal : 095705049055717

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITÉS MINIMALES N° : 05/2025

Un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales est lancé par le P/A.P.C de Merouana pour :

Enlèvement des ordures ménagères et balayage pour l'année 2026 ;

LOT N° 01 : Enlèvement des ordures ménagères et balayage au secteur n° 01.

LOT N° 02 : Enlèvement des ordures ménagères et balayage au secteur n° 02.

LOT N° 03 : Enlèvement des ordures ménagères et balayage au secteur n° 03.

Les entreprises, les commerçants et les artisans spécialisés dans ce domaine et intéressés par le présent avis ; peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des finances et de comptabilité de L'A.P.C. contre le paiement de 2.000,00 DA. Auprès du trésorier des communes.

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

I - Contenu du dossier de candidature :

1. La déclaration de candidature dûment remplie, signée et cachetée.
2. La déclaration de probité dûment remplie, signée et cachetée.
3. Copie de statut de l'entreprise s'il y a lieu.
4. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitants les personnes à engager l'entreprise.
5. Copie du registre de commerce électronique ou carte d'artisan du soumissionnaire.
6. Copie du Numéro d'identification fiscale (NIF).
7. Copie de l'attestation de mise à jour CNAS.
8. Copie de l'attestation de mise à jour CASNOS.
9. Copie de l'extrait de rôle apuré ou échéancier (moins de trois mois), portant la mention (NON INSCRIT AU FICHIER NATIONAL DES FRAUDEURS).
10. Capacités financières justifiées par des bilans, C20 ou références bancaires (pour usage au besoin).
11. Liste des moyens humains justifiée par des attestations d'affiliation à la caisse de sécurité sociale.
12. Liste des moyens matériels justifiée par un PV de l'huissier de justice année 2025 et copies des cartes grises.

II - Contenu de l'offre Technique :

1. La déclaration à souscrire dûment remplie, signée et cachetée.
2. Tous documents permettant d'évaluer l'offre technique : mémoire technique justificatif inscrit dans le cahier des charges.
3. Le cahier des charges dûment rempli, signé et cacheté, portant à la dernière page la mention « lu et accepté ».

III - Contenu de l'offre financière :

1. Lettre de soumission (remplie datée dûment signée et cachetée par le soumissionnaire).
 2. Bordereau des prix unitaires (remplie datée dûment signée et cachetée par le soumissionnaire).
 3. Détail quantitatif et estimatif (remplie datée dûment signée et cachetée par le soumissionnaire).
- A - Le dossier de candidature est placé dans une enveloppe cachetée et fermée, portant la mention « dossier de candidature » et comportant le nom et l'adresse de l'entreprise, la référence de l'appel d'offre et son objet.
- B - Le dossier d'offre technique est placé dans une enveloppe cachetée et fermée, portant la mention « Offre Technique » et portant le nom et l'adresse de l'entreprise, la référence de l'appel d'offres et son objet.
- C - Le dossier d'offre financière est placé dans une enveloppe cachetée et fermée, portant la mention « Offre Financière » et portant le nom et l'adresse de l'entreprise, la référence de l'appel d'offres et son objet.

Les trois enveloppes sont mises dans une enveloppe anonyme, comportant la mention (à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales n° : 05/2025 : Enlèvement des ordures ménagères et balayage pour l'année 2026 Objet de l'appel d'offres).

Le dépôt des offres sera le dixième jour de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux à 10H00.

L'ouverture des plis sera la même journée à 10H00 au siège de l'A.P.C de Merouana (salle des réunions).

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée de 100 jours.

DK NEWS

Anep : 2516036147 du 19/11/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
SERVICE DE L'ADMINISTRATION ET DES MOYENS
NIF: 0991 2601 9 0002 38

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 52 du la loi N°23-12 de 05 aout 2023 fixant les règles générales relative aux marchés et l'article 65 Alinéa 2 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Médéa, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'appel d'offre ouvert avec exigences de capacités minimales N°14/2025 dans le cadre de l'opération: Dédoublage de la RN 18 sur 23 kms entre Sidi Naamane et Beni Slimane (pk 83+000 au pk 106). Pour la réalisation des travaux du :

PROJET Réalisation des travaux d'éclairage public au niveau des carrefours giratoires de dédoublement de la RN18, entre Sidi Naamane et Beni Slimane

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement au :

| Intitulé du projet | Soumissionnaire attributaire | Nif du soumissionnaire | Note technique | Montant en TTC après correction | Délais | Observation |
|---|------------------------------|------------------------|----------------|---------------------------------|---------|---------------------|
| Réalisation des travaux d'éclairage public au niveau des carrefours giratoires de dédoublement de la RN18, entre Sidi Naamane et Beni Slimane | EEREF FILALI ALI | 19831730020639 | 92.00 plis | 35 223 286,00 DA | 05 Mois | Offre moins disante |

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, les soumissionnaires qui contestent le choix opéré, peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés compétente dans un délai de 10 jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP), sur le portail électronique des marchés publics, la presse écrite ou la presse électronique. Les soumissionnaires non retenus et intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent se rapprocher de la Direction des Travaux Publics de la wilaya de Médéa au plus tard **trois (03) jours** à compter du premier jour de la parution du présent avis.

DK NEWS

Anep : 2516035949 du 19/11/2025

Programme de la soirée

TF1 21:10

Will Trent
Saison 2



Après une violente attaque qui l'a laissée traumatisée, Angie (Erika Christensen) reprend du service au sein de l'équipe d'enquêteurs du bureau fédéral de Géorgie. Sa première mission consiste à traquer un tueur en série qui cible des pédophiles et des agresseurs sexuels, un cas qui met à l'épreuve les limites de la justice et de la moralité. Alors qu'Angie se remet difficilement de son expérience, elle fait la connaissance de Cricket (Sonja Sohn), une experte en explosifs, qui devient une alliée précieuse dans leur quête pour stopper le tueur.

france 2 21:10

Désenchantées
Saison 1



En revenant dans la petite ville de son enfance après vingt ans d'absence, Fanny (Marie Denarnaud), journaliste, retrouve sa sœur Angélique (Constance Labbé). À travers son enquête sur la disparition d'une adolescente survenue dans leur jeunesse, les fantômes du passé vont venir bouleverser leurs existences et réveiller de vieilles blessures au nom de la vérité.

france 3 21:10

Des racines
et des ailes



Carole Gaessler se rend dans les Flandres, entre la France et la Belgique, à la rencontre de femmes et d'hommes passionnés par leur territoire et attachés à leur patrimoine. Le carillonneur Luc Rombouts crée un carillon pour l'abbaye de Vlierbeek à Louvain. À Hondschoote, près de Dunkerque, Sébastien et François Decramer, deux jeunes frères agriculteurs se lancent cette année dans la production de lin flamand. L'architecte Francis Metzger supervise la restauration des serres royales de Laeken. Dans le Vieux-Lille, le chef cuisinier Florent Ladeyn rouvre son restaurant gastronomique, toujours avec la même philosophie : n'utiliser que des produits ultra locaux.

CANAL+ 21:06

Dis-moi juste que
tu m'aimes



Marie, employée dans une entreprise du tertiaire à Vannes, vit avec son mari, Julien, CPE dans un lycée, et leurs deux filles, Maelys et Gwen. Peu sûre d'elle, Marie panique quand elle apprend par sa sœur, Cassandre, qu'Anaëlle, grand amour de jeunesse de Julien, revient vivre à Vannes après des années d'exil. Ce retour coïncide avec la venue de Thomas Radiguet, directeur commercial de l'entreprise qui l'emploie. Thomas, qui tombe immédiatement sous le charme de Marie, parvient à lui faire croire que Julien pourrait bien être retombé dans les bras de son ancien amour.

6 21:10

Patron incognito



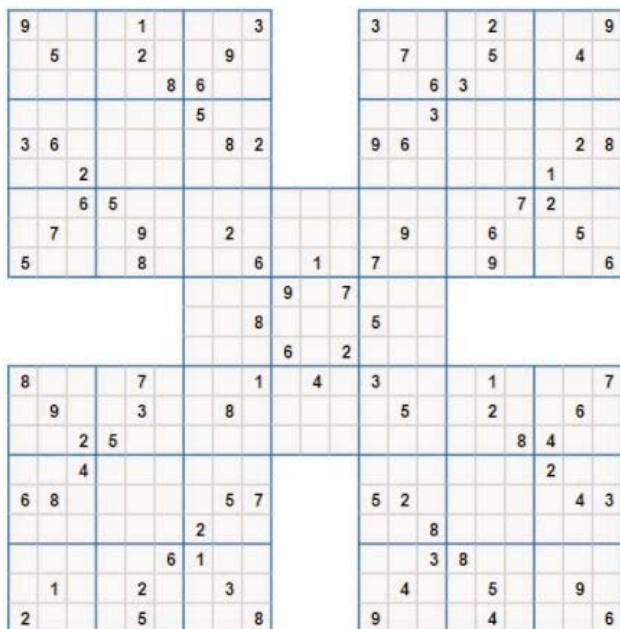
À l'approche des fêtes, "Patron incognito" s'invite chez "Le comptoir de Mathilde" pour explorer ceux qu'on ne voit jamais, mais sans qui Noël n'aurait pas la même saveur : les vendeurs en boutique et les chocolatiers à l'atelier et équipes de conditionnement. Pour mener l'enquête, le fondateur de la marque, Richard Fournier, se glisse sous la fausse identité de Mickaël, présenté comme un ancien cafetier en reconversion qui participe à une émission imaginaire intitulée "Un jour, un métier". Pendant ces immersions, il va pouvoir évaluer la préparation des équipes face au pic d'activité de Noël.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2860

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



«Aie confiance en toi-même, et
tu sauras vivre.»

Johann Wolfgang von Goethe



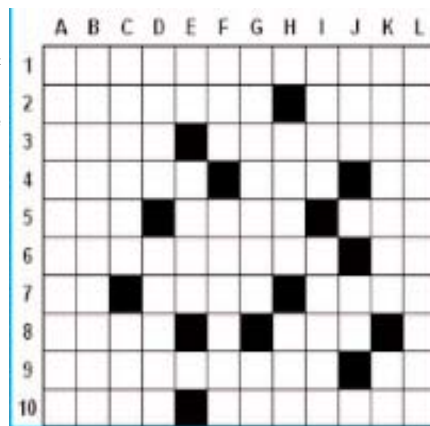
Mots croisés n°2860

Horizontalement :

- 1 - Outil de télégraphiste
- 2 - Apercevoir - Juridiquement capable
- 3 - Meurtri - Echappatoire
- 4 - Sujets de débats pour hommes - Ville d'eaux de Hesse - nombre transcendant
- 5 - Racaille - Domaine - Couleur de robe
- 6 - Désinfectera - Constellation militaire
- 7 - Pointe d'escarboucle - Confondue - Quantité
- 8 - Peiner - Titre outre-manche
- 9 - Auteur littéraire - Mot pour une suite
- 10 - Piège - Bien aiguisés

Verticalement :

- A - Garnir abondamment
- B - Femme à caution
- C - Poignées de manivelle - Il rougit très tôt
- D - Déclamateur athénien - Halos
- E - Elu en bigorre - Bien portant
- F - Vieux gibier - Il est dans le secret
- G - On y pratique le blanchiment - Numéro 62
- H - Repère de timoniers - Vieux service d'embauches
- I - Agence moscovite - Salut peut-être définitif
- J - Rebelle pour le chef - Son cours est très variable
- K - Idées illusoires - Cité sur la Bresle
- L - Oeuvres de rénégat



Terreurs



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1560

| | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------|---|-------------------|------------|-------------------------------------|---|--------------------------|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|-------------------|-----------------------------------|---|
| cure | ↓ | appareil volant | ↓ | courba | ↓ | conspua | ↓ | gardiennes | ↓ | chercha partout | ↓ | cordages de navire grande ouverte | ↓ |
| très crue | ↓ | hautains | ↓ | conduirais | ↓ | liquide coloré | ↓ | bien calé | ↓ | roi de théâtre esclaves antiques | ↓ | | |
| épreuves sportives orqane digestif | ↓ | | | | | | | cours de promenade | ↓ | | | | |
| brise la terre whisky canadien | ↓ | | | surplus militaire patrie de G. Tell | ↓ | | | mortelle | ↓ | | | capitale de Cuba | ↓ |
| sélectionner cheval de combat | ↓ | | dévêtue | ↓ | | générateur | ↓ | supplions | ↓ | | argon du chimiste | ↓ | |
| | | | transalpin | ↓ | | unité de travail | ↓ | appâte | ↓ | | solution | ↓ | |
| bonbon aux fruits | ↓ | cours au domarois | ↓ | vallées envahies nymphe de la mer | ↓ | | | bonnes cartes | ↓ | épuisé | ↓ | | |
| | | cueilles | ↓ | | | | | monnaie bulgare émergence | ↓ | olis | ↓ | | |
| sommet de fondatrice | ↓ | commode | ↓ | | | inonde | ↓ | | | l'or du labo intrépidité | ↓ | aussi do | ↓ |
| | | | | provenant | ↓ | poissons à caviar | ↓ | | | | | | |
| mets en ordre cubes du hasard | ↓ | | | travesti | ↓ | | | obstinée | ↓ | | | bien frappées | ↓ |
| | | | | coutumes | ↓ | | | préposition | ↓ | | | | |
| très appliqués navire à vapeur | ↓ | | godasses | ↓ | | | | symbole du radian expérience | ↓ | | | blessé | ↓ |
| | | | | | | | | équipes sportives boissons de table | ↓ | | | | |
| utopie | ↓ | | | | | fourrages verts comme ça | ↓ | | | | | | |
| coup de tampon | ↓ | | | joyeux | ↓ | | | obtenue | ↓ | | | | |
| | | | | meilleure scène | ↓ | | | barre de fermeture | ↓ | | | | |
| | | | | entourée aluminium en corne | ↓ | | | voie de carte | ↓ | | | | |
| | | restes de chèques | ↓ | | | | | défalqua | ↓ | | | | |
| divulguons | ↓ | distingué | ↓ | | | | | bon copain saint bi-gourdan | ↓ | | | | |
| | | | | | | | | berquer | ↓ | | | | |
| à l'assaut ! | ↓ | | | fabriquerai | ↓ | | | | | | | | |

Solution

Sudoku n°2860

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | 4 | 8 | 6 | 1 | 7 | 2 | 5 | 3 |
| 6 | 5 | 1 | 3 | 2 | 4 | 7 | 9 | 8 |
| 2 | 3 | 7 | 9 | 5 | 8 | 6 | 4 | 1 |
| 4 | 8 | 9 | 2 | 6 | 3 | 5 | 1 | 7 |
| 3 | 6 | 5 | 1 | 7 | 9 | 4 | 8 | 2 |
| 7 | 1 | 2 | 8 | 4 | 5 | 3 | 6 | 9 |
| 1 | 9 | 6 | 5 | 3 | 2 | 8 | 7 | 4 |
| 8 | 7 | 3 | 4 | 9 | 6 | 1 | 2 | 5 |
| 5 | 2 | 4 | 7 | 8 | 1 | 9 | 3 | 6 |

Mots Croisés n°2860

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 5 | 8 | 7 | 2 | 4 | 6 | 1 | 9 |
| 1 | 7 | 9 | 6 | 5 | 8 | 3 | 4 | 2 |
| 2 | 4 | 6 | 3 | 1 | 9 | 5 | 8 | 7 |
| 4 | 1 | 3 | 8 | 7 | 2 | 9 | 6 | 5 |
| 9 | 6 | 7 | 1 | 3 | 5 | 4 | 2 | 8 |
| 5 | 8 | 2 | 9 | 4 | 6 | 1 | 7 | 3 |
| 6 | 1 | 3 | 9 | 5 | 7 | 2 | 4 | 8 |
| 2 | 9 | 8 | 4 | 3 | 1 | 5 | 7 | 6 |
| 4 | 5 | 7 | 6 | 8 | 2 | 9 | 1 | 3 |

Grille géante n°1560

| | | | | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | M | A | N | I | P | U | L | A | T | E | U | R |
| 2 | A | V | I | S | E | R | A | | A | P | T | E |
| 3 | T | A | L | E | | E | V | A | S | I | O | N |
| 4 | E | L | L | E | S | | E | M | S | P | I | |
| 5 | L | I | E | | A | I | R | E | P | I | E | |
| 6 | A | S | S | A | I | N | I | R | A | | E | M |
| 7 | S | E | | | U | N | I | E | | D | O | S |
| 8 | S | U | E | R | | T | | S | I | R | | N |
| 9 | E | S | S | A | Y | I | S | T | E | | E | T |
| 10 | R | E | T | S | | E | M | O | U | L | U | S |

PARA-CANOË

Brahim Guendouz : L'étoile algérienne du para-canoë sacré « Breakthrough Award 2025 »

Le sport paralympique algérien célèbre une nouvelle page de son histoire avec le sacre de Brahim Guendouz.

Le champion de para-canoë a été désigné lauréat du « Breakthrough Award 2025 » par le Comité international paralympique (IPC), une distinction prestigieuse honorant tous les deux ans les athlètes et acteurs du mouvement paralympique ayant réalisé des performances exceptionnelles dans leur discipline.

À seulement 26 ans, Brahim Guendouz a inscrit son nom au panthéon du sport paralympique mondial. Sa victoire historique aux Jeux paralympiques de Paris-2024, où il a remporté l'or dans l'épreuve KL3 (200 m), a marqué un tournant pour l'Algérie, l'Afrique et le monde arabe.

Pour la première fois, un athlète africain s'impose sur la scène mondiale du para-canoë, offrant au continent une performance mémorable et inspirante.

Le parcours de Guendouz est celui d'une détermination sans faille. Après avoir décroché le bronze aux Championnats du monde de Duisbourg en 2023 et l'argent aux Championnats d'Afrique à Abuja la

même année, il a su transformer chaque entraînement et chaque défi en une opportunité pour se surpasser. Son engagement et sa persévérance ont été récompensés par cette reconnaissance internationale, qui, au-delà de sa valeur symbolique, vient renforcer le palmarès déjà brillant du sport algérien.

Dans ses déclarations, Brahim a tenu à souligner l'importance de cette distinction pour lui et pour tous ceux qui ont cru en son projet.

« Ce prix n'est pas seulement personnel, il représente l'Algérie et l'Afrique sur la scène mondiale », a-t-il confié, ajoutant que le meilleur reste à venir, avec en ligne de mire les Championnats et Coupes du monde et surtout les prochains Jeux paralympiques de Los Angeles en 2028.

Le « Breakthrough Award » n'a pas de contrepartie financière : il célèbre avant tout l'excellence sportive et la capacité à ouvrir de nouvelles perspectives pour sa discipline. Plus de 200 candidatures avaient été reçues pour



l'édition 2025, couvrant 11 catégories, attestant du niveau d'exigence et de prestige de ce trophée.

Pour Guendouz, cette récompense est la reconnaissance d'années de sacrifices, de travail intense et de passion pour le para-canoë, une discipline exigeante et exigeante

physiquement.

Pour l'Algérie, cette distinction symbolise un nouveau souffle pour le sport paralympique et un modèle pour les jeunes talents en devenir.

Brahim Guendouz, par sa performance et sa détermination, incarne parfaitement les

valeurs de courage, de persévérance et d'excellence sportive. Son ascension fulgurante reste une source d'inspiration, confirmant que le talent algérien, lorsqu'il est soutenu et encouragé, peut rivaliser et triompher sur la scène mondiale.

R.S

BASKETBALL

La FABB organise une journée de formation pour les entraîneurs en marge du stage de la sélection nationale

La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) organise, lundi 24 novembre, une journée de formation (clinic) au profit des entraîneurs des différents Championnats nationaux, a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué. La session, programmée de 15h00 à 19h30 à la salle omnisport de Staouéli (Alger), sera encadrée par les deux entraîneurs nationaux, Ali Bouziane et Mehdi Datou Saïd. "Elle concerne obligatoirement les entraîneurs du championnat de Super-Division (messieurs) ainsi que ceux de la Nationale Une (messieurs et dames). La formation demeure néanmoins ouverte à l'ensemble des techniciens qualifiés", précise la même source. Deux thèmes seront abordés lors de cette formation, le "Pick and roll receiver : fondamentaux individuels et prise de décision", animé par Ali Bouziane et "Tests physiques et soins : modèle de préparation de l'équipe nationale", présenté par Mehdi Datou Saïd. Cette session de formation intervient en marge du stage de préparation de l'équipe nationale seniors messieurs, prévu du 22 au 27 novembre à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Aïn Bénian (ESHRA). Conduit par l'entraîneur national Ali Bouziane, assisté de Reda Hachemi et Mohamed Aoun, ce regroupement s'inscrit dans le cadre du programme de préparation de la sélection en vue des prochaines échéances internationales. Dix-huit joueurs ont été convoqués pour ce stage, parmi lesquels Zakaria Khoudja (USM Alger), Brahim Haichour (CSC Djoussour Kassentina), Mohamed Boussad (NB Staouéli), Abdelmalek Kaci (MC Ouled Chebel) ou encore Lamouri Merahi (USM Alger). Pour rappel, le Cinq national avait été sacré champion arabe 2025 après un parcours sans faute (6 victoires), remportant ainsi le deuxième trophée de son histoire dans cette compétition après celui de 2005 en Arabie saoudite.

APS

HANDBALL - EXCELLENCE A MESSIEURS (GR. B - MISE À JOUR) Victoire du CS Bir Mourad Raïs devant le HBC El-Biar (27-26)

Le CS Bir Mourad Raïs s'est imposé face au HBC El-Biar sur le score de 27 à 26, en match retard de la poule B du Championnat d'Algérie de handball, Excellence A messieurs, disputé mardi. Malgré cette défaite, les handballeurs d'El-Biar restent en tête du classement de la poule B avec 10 points et encore un match en retard contre le co-leader, CRB Mila, programmé vendredi prochain (15h00).

De son côté, le CS Bir Mourad Raïs (6e, 6 pts) jouera son deuxième match en retard contre l'ES Ain

Touta (4e, 7 pts), samedi (15h00). Dans la poule A, la rencontre en retard opposant l'Olympique d'El-

Oued à l'AB Barika, se déroulera vendredi (15h00). Par ailleurs, la huitième journée de l'Excellence A se dis-

putera le vendredi 28 novembre, selon le programme de la Fédération algérienne de la discipline (FAHB).

Résultats des matchs en retard comprenant pour la mise à jour du calendrier du Championnat d'Algérie de handball, Excellence A messieurs, disputés mardi, et devant se prolonger vendredi et samedi :

Groupe B :

Mardi 18 novembre : HBC El-Biar - CS Bir Mourad Raïs 26-27
Vendredi 21 novembre : HBC El-Biar - CRB Mila (15h00)
Samedi 22 novembre : CS Bir Mourad Raïs - ES Ain Touta (15h00)

Classement :
1. HBC El-Biar 10 6
--. CRB Mila 10 6

--. AC Ras El Oued 10 7
4. ES Ain Touta 7 6
--. JSE Skikda 7 7
6. CS Bir Mourad Raïs 6 6
7. CR BB Arreridj 2 7
8. CHB Zighoud-Youcef 0 7

Groupe A / Vendredi 21 novembre

O. El-Oued - AB Barika (15h00)
Classement :
1. M. Bordj Bou Arreridj 13 7
2. Olympique El-Oued 9 6
3. AB Barika 7 6
--. JS Saoura 7 7
5. MC Alger 6 7
6. OM Annaba 5 7
7. IC Ouargla 4 7
8. MCO Tlelat 3 7

BOXE (CADETS ET JUNIORS GARÇONS)

Oran abrite le Championnat régional Ouest 2

Le Championnat régional Ouest 2 de boxe cadets et juniors garçons aura lieu du 20 au 22 novembre courant, au palais des sports "Hamou Boutlélis" d'Oran, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. Cette compétition de trois jours, organisée par la ligue de wilaya de la discipline, en collaboration avec la Fédération algérienne de la

boxe (FAB) et la Direction de la jeunesse et des sports d'Oran, verra la participation de plus de 90 jeunes pugilistes, représentant les wilayas de Tiaret, Saida, Aïn Témouchent, Tlemcen, Mostaganem et Oran.

Les deux premiers jours de l'épreuve seront consacrés aux combats éliminatoires dans 13 catégories de poids en cadets et

10 catégories de poids en juniors, alors que les finales sont prévues pour samedi en soirée. A l'issue de cette phase régionale, le vainqueur de chaque catégorie de poids dans les deux catégories qualifiera à la phase finale du championnat d'Algérie, prévue en décembre prochain, dont le lieu n'est pas encore déterminé.

LIGUE DES CHAMPIONS CAF

A Kigali, le MCA veut frapper fort : le doyen lance sa conquête africaine

À l'approche de son déplacement crucial au Rwanda, le Mouloudia d'Alger aborde l'entrée en lice de la Ligue des champions africaine avec une détermination renouvelée et une préparation millimétrée.

Par F. YANIS

Samedi, les Vert et Rouge défieront Al Hilal lors de la première journée de la phase de poules, un rendez-vous déterminant pour la suite de leur parcours continental. Conscient du poids sportif, symbolique et psychologique de cette rencontre, le staff technique conduit par Rulani Mokwena a mobilisé l'ensemble du groupe autour d'un seul objectif : frapper fort dès le premier match et affirmer les ambitions du doyen au niveau africain.

Depuis plusieurs jours, le technicien sud-africain orchestre des séances d'entraînement où l'intensité et la rigueur tactique dominent. Mokwena refuse catégoriquement l'idée d'un match subi. Sa philosophie, offensive et proactive, l'a poussé à instaurer un schéma audacieux basé sur un 4-3-3 compact avec un pressing haut, destiné à étouffer très tôt les circuits de jeu soudanais.

L'entraîneur veut empêcher Al Hilal d'imposer son tempo et neutraliser son maître à jouer, Abdel Youcef Kabori, dont la vision et la qualité de relance constituent le catalyseur offensif des Soudanais. Pour cela, la densité au milieu de terrain a été placée au centre du travail tactique, avec pour mission de

réduire les espaces, couper les lignes de passe et empêcher toute prise de vitesse. Le MCA a également accordé une attention particulière aux balles arrêtées, souvent décisives dans ce type de confrontation serrée. Corners, coups francs offensifs et combinaisons ont été longuement répétés, avec l'idée de profiter de la moindre faille défensive adverse. Mokwena sait que ce match pourrait se transformer en bras de fer stratégique, où un détail technique ou une situation arrêtée pourrait faire basculer la balance. Même amoindri par l'absence de plusieurs cadres convoqués en sélection nationale, il a exigé de ses joueurs une implication totale et une application irréprochable dans les séances d'application. Les contraintes ne manquent pas pour le staff mouloudéen.

Saliou Bangoura, Menezla, Bayazid, Boucherit, Benkhemassa, Zougrana, Ghezala, Guendouz et Helaïmia ont tous fait défaut à différentes étapes de la préparation. Un véritable casse-tête pour Mokwena, réputé pour son exigence extrême et sa quête permanente du détail parfait. Le coach n'a pas hésité à hausser le ton pour corriger certaines approximations constatées lors des matchs d'entraînement, rappelant à ses cadres qu'ils devront hausser

considérablement leur niveau pour rester dans le rythme d'une compétition aussi relevée que la Ligue des champions. Pourtant, malgré les absences et les incertitudes, une éclaircie est venue rassurer le staff et les supporters : le retour progressif de Mohamed Benkhemassa. Touché au lumbago lors du match contre la JSS, l'ancien international a repris les exercices individuels sous surveillance médicale étroite. Le joueur, essentiel dans l'équilibre de l'entrejeu, a montré des signes d'amélioration rapide. Mokwena, prudent, avait décidé de le ménager lors du match amical disputé face à la sélection U20, préférant éviter toute rechute à l'approche d'un déplacement aussi décisif.

Les dernières évaluations médicales sont toutefois optimistes : Benkhemassa se trouve en phase de récupération très avancée et devrait, sauf contre-ordre de dernière minute, faire partie du voyage vers Kigali. Il est même attendu qu'il prenne part à la première séance d'entraînement au Rwanda, mercredi prochain, preuve de son retour progressif dans le groupe. Ce regain de forme constitue une excellente nouvelle pour le Mouloudia.

La présence de Benkhemassa apporte au collectif un mélange d'expérience, de lucidité,



de puissance dans les duels et de stabilité tactique. Autant d'atouts indispensables pour un match où chaque détail aura son importance.

Son retour offre également à Mokwena davantage d'options dans la configuration du milieu, une zone clé pour imposer le rythme et contrecarrer la fluidité de jeu d'Al Hilal. Dans un contexte où le moindre déséquilibre peut se payer cash, retrouver un joueur de son calibre représente un bonus considérable pour l'équipe.

Le club algérois rejoindra Kigali à bord d'un vol spécial de la compagnie nationale. Le président Hakim Hadj Redjem accompagnera la délégation afin de rester au plus près du groupe dans ce moment déterminant. Il sait que la première rencontre de la phase de poules joue souvent un rôle pivot dans le parcours continental d'un club. Entrer avec autorité dans la

compétition permet de fixer les ambitions et de créer une dynamique positive, surtout pour une équipe qui vise, pour la deuxième année consécutive, une qualification en quarts de finale. À quelques jours du choc, l'atmosphère au sein du groupe reflète un mélange de concentration, de confiance et de prudence. Le MCA sait qu'il affrontera un adversaire coriace, habitué aux joutes africaines et doté d'une grande expérience.

Mais les Mouloudéens sont conscients qu'ils ont les armes, la maturité et l'audace nécessaires pour créer l'exploit à Kigali et envoyer un signal fort à leurs futurs adversaires de la poule. La bataille s'annonce intense, stratégique et passionnante. Le Mouloudia veut écrire une nouvelle page de son histoire, et cela commence samedi, sur la pelouse rwandaise.

F. Y.

MC ALGER

Ifri et Crox, nouveaux partenaires pour un redressement stratégique

Le Mouloudia Club d'Alger renforce ses bases financières et sportives grâce à la signature de deux nouveaux partenariats majeurs avec les sociétés Ifri et Crox. Ces accords, finalisés dimanche dernier, interviennent dans un contexte où le club, leader actuel de la Ligue 1 Mobilis avec 22 points, cherche à consolider ses ressources et à soutenir ses projets sportifs et structurels. Le président Hadj Redjem a scellé officiellement ces partenariats, avec la volonté de diversifier les sources de revenus du club et d'attirer des sponsors fiables.

Ifri, acteur majeur dans le secteur des eaux minérales, et Crox, spécialisé dans l'industrie des chips, apportent un soutien stratégique qui permettra au doyen des clubs al-

gériens de renforcer sa politique de gestion et de développement. Cette opération financière intervient alors que le MC Alger, qualifié en phase de groupes de la Ligue des Champions, continue d'afficher une performance impressionnante, n'ayant concédé aucune défaite en championnat.

Les résultats sur le terrain et la stabilité du club sont des atouts déterminants pour séduire de nouveaux partenaires et consolider l'image du Mouloudia à la fois en Algérie et sur le continent africain. Pour la direction du club, ces nouveaux sponsors ne sont pas seulement des ressources financières, mais aussi un moyen de redorer le blason historique du MC Alger et de soutenir ses projets d'infrastructure,

de formation et de développement des jeunes talents. La saison en cours, débutée sous les meilleurs auspices, offre une visibilité optimale aux partenaires, tout en donnant aux supporters l'assurance d'une équipe compétitive et ambitieuse.

La collaboration avec Ifri et Crox s'inscrit donc dans une stratégie globale de modernisation et de professionnalisation, renforçant la capacité du Mouloudia à rivaliser sur le plan national et continental. Avec ces nouveaux partenariats, le MC Alger confirme sa volonté de conjuguer performances sportives et solidité financière, tout en préparant l'avenir avec ambition et vision stratégique.

R.S

LIGUE 1 MOBILIS

Le serbe Milutin Sredojevic, nouvel entraîneur de l'ES Sétif

La direction de l'ES Sétif (Ligue 1 Mobilis de football Mobilis), a nommé le technicien serbe Milutin Sredojević à la tête du staff technique de l'équipe jusqu'à la fin de la saison 2025-2026, a indiqué, mardi, le responsable de la communication de l'ESS, Idriss Kaddid. La désignation de Milutin Sredojević en rem-

placement du technicien algérien démissionnaire Toufik Rouabah, a été effectuée sur proposition du directeur sportif, Azzedine Arab, dans le cadre de l'effort de l'administration pour rétablir l'équilibre technique et apporter le « plus » nécessaire au groupe durant la prochaine période de la saison », a ajouté M. Kaddid. Le nou-

vel entraîneur, qui prendra ses fonctions à la barre technique de l'équipe senior dès mardi soir, dirigera la dernière séance d'entraînement avant d'accompagner l'équipe à Oran où elle disputera le prochain match de championnat face au MC Oran. Milutin Sredojević possède une riche expérience d'entraîneur en

Afrique où il a dirigé plusieurs sélections nationales et équipes du continent. Il est connu pour sa discipline tactique et sa capacité à reconstruire des équipes sous pression, ce qui correspond à la nature de la phase actuelle qui exige expertise, rigueur et transparence dans le travail, a conclu M. Kaddid.

LIGUE 2 AMATEUR

(GR. CENTRE-OUEST - 10E J)

Les résultats et classement

Résultats et classement à l'issue des matchs de la 10e journée du Championnat de Ligue 2 amateur de football, groupe Centre-Ouest, disputés mardi :

| | |
|------------------------------|-----|
| US Bechar Djedid - ESM Koléa | 0-1 |
| CR Témouchent - JS El Biar | 1-1 |
| WA Mostaganem - JS Texraïne | 2-1 |
| RC Kouba - NA Hussein Dey | 1-1 |
| CRB Adrar - WA Tlemcen | 0-1 |
| MC Saïda - JSM Tiaret | 2-1 |
| USM El-Harrach - RC Arbâa | 2-1 |
| GC Mascara - ASM Oran | 1-0 |

| Classement : | Pts | J |
|---------------------|-----|-----|
| 1). CR Témouchent | 21 | 10 |
| 2). JS El Biar | 20 | 10 |
| 3). ASM Oran | 19 | 10 |
| 4). RC Kouba | 18 | 10 |
| →). USM El-Harrach | 18 | 10 |
| 6). NA Hussein Dey | 17 | 10 |
| →). WA Tlemcen | 17 | 10 |
| →). ESM Koléa | 17 | 10 |
| 9). AO Mostaganem | 15 | 10 |
| 10). JSM Tiaret | 13 | 10 |
| 11). CRB Adrar | 12 | 10 |
| →). MC Saïda | 12 | 10 |
| 13). JS Texraïne | 7 | 10 |
| →). Mascara GC | 7 | 10 |
| 15). US Béchar Djed | 4 | 10 |
| →). RC Arbâa | 4 | 10. |

APS

CAN-2025 (PRÉPARATION) L'Algérie bat l'Arabie saoudite (2-0)

L'équipe nationale algérienne de football s'est imposée, avec autorité, face à son homologue saoudienne 2-0 (mi-temps : 0-0), en match amical disputé mardi soir au stade du Prince Abdullah Al-Faisal de Djeddah, dans le cadre de la préparation en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025 (21 décembre - 18 janvier 2026).

La première période a été relativement équilibrée entre les deux équipes, aucune d'elles n'ayant réussi à imposer son jeu et encore moins à se créer des occasions nettes de scorer.

Les Saoudiens ont voulu dès l'entame de la partie prendre le contrôle du jeu, mais leurs tentatives ont été annihilées par la défense algérienne, très attentive notamment sur les balles longues.

Il a fallu attendre la 29e minute pour assister à la première occasion des Verts. Suite à un corner tiré par Bennacer, la balle est repoussée par les Saoudiens, mais le capitaine Mahrez centre dans le paquet, son coéquipier Bounedjah était à deux doigts de reprendre le ballon, qui passe juste à côté de la cage. Peu avant la pause, l'équipe nationale s'est procurée une seconde occasion, cette fois-ci par Hadj Moussa (40e), sa balle est déviée par la défense en corner.

Mahrez est revenu à la charge avant le retour aux vestiaires, mais son tir en pleine surface, est dévié par un bon retour saoudien. Après la pause citron, le sélection algérienne est revenue avec des intentions plus offensives. Le débordement sur le côté droit de Hadj Moussa (46e), est repoussé en



corner par le gardien saoudien.

Après plusieurs tentatives algériennes, Hadj Moussa, dans l'une de ses incursions sur le côté droit, a été fauché en pleine surface, poussant l'arbitre qatari Abdullah Al-Rowaili à siffler un penalty, transformé victorieusement par le capitaine Mahrez

(75e). Le virevoltant Hadj Moussa est revenu à la charge pour se jouer de la défense saoudienne, son tir est repoussé par le gardien, la balle arrive dans les pieds du rentier Belghali, qui catapulte le cuir au fond des filets (85e).

Une victoire méritée des hommes de

Vladimir Petkovic qui bouclent de la meilleure des manières leur avant dernier stage avant la CAN 2025. Après avoir aligné un onze largement remanié lors du premier test disputé jeudi dernier face au Zimbabwe (3-1), le coach national a aligné ses "titulaires" disponibles, en l'absence de plusieurs éléments pour blessures, tels que le défenseur Ramy Bensebaini, le milieu de terrain Hicham Boudaoui, ou encore l'attaquant Mohamed Amine Amoura, première arme offensive du "Club Algérie".

Grâce à ce succès, l'Algérie prend l'avantage dans ses confrontations face à l'Arabie saoudite, avec deux victoires contre une défaite, alors que deux rencontres se sont terminées sur un score nul.

Les Verts rentreront au pays mercredi, avant l'ultime stage de décembre, où le sélectionneur national finalisera la liste qui prendra part à la 35e édition de la CAN prévue du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026.

Lors de la CAN-2025, l'Algérie évoluera dans le groupe E, en compagnie du Burkina Faso, du Soudan, et de la Guinée-équatoriale. Les Verts entameront la compétition le mercredi 24 décembre face au Soudan (16h00).

ES MOSTAGANEM

Lounès Gaouaoui intègre le staff technique pour relancer le club



Dans une dynamique de renouveau et de consolidation de son encadrement technique, l'ES Mostaganem a officialisé, dimanche, l'arrivée de l'ancien gardien international Lounès Gaouaoui au sein de son staff. Il occupera le poste stratégique d'entraîneur des gardiens, apportant son expérience et son expertise à une équipe actuellement en quête de résultats en Ligue 1. Ce recrutement intervient juste après l'engagement de l'entraîneur tunisien Hatem El Missaoui, appelé à succéder à Nadir Leknaoui. Ce dernier avait pris les rênes du club en milieu de saison dernière, contribuant de manière décisive à éviter la relégation en Ligue 2 et permettant au club de retrouver son statut en Ligue 1 à l'issue de la saison 2023-2024. L'ESM, pourtant riche de son histoire et de ses ambitions, traverse un début de saison délicat. Actuellement 15e au classement, le club peine à traduire ses intentions sur le terrain en résultats concrets. Le choix d'intégrer Ounas Gaouaoui au staff vise donc à renforcer la préparation des gardiens, pilier défensif de l'équipe, et à améliorer la performance collective dans les moments cruciaux des matchs. L'ex-gardien de but, reconnu pour sa carrière solide et son professionnalisme, apporte non seulement un savoir-faire technique, mais aussi une expérience précieuse dans la gestion des situations de haute pression, essentielle pour un club en pleine reconstruction. Les dirigeants de l'ESM comptent sur cette double expertise, entraîneur et ancien joueur de haut niveau, pour stimuler les performances et insuffler une nouvelle dynamique au groupe. Avec cette double injection d'expérience et de compétences au sein du staff technique, l'ES Mostaganem affiche sa volonté de relever les défis de la Ligue 1 et de stabiliser son parcours. Les supporters et observateurs du championnat suivront attentivement l'impact de ces décisions sur le terrain, dans l'espoir d'une remontée rapide au classement et d'un retour en force dans la première division algérienne.

R.S

ÉQUIPE NATIONALE A' Un nul encourageant face à l'Égypte avant la Coupe arabe

L'équipe nationale A' a livré un match test riche en enseignements face à l'Égypte, dans le cadre de sa préparation pour la prochaine Coupe arabe FIFA, prévue au Qatar du 1er au 18 décembre 2025.

Après une première rencontre perdue 3-2, les Verts se sont montrés plus solides défensivement et ont décroché un score nul 0-0, révélant de progrès mais aussi des axes de travail restants.

Sous la houlette de Madjid Bougherra, la sélection nationale A' a affiché une meilleure organisation, notamment au milieu de terrain, où la récupération et la maîtrise du ballon ont permis de contenir les offensives égyptiennes.

La défense algérienne, solidement regroupée autour de l'excellent Ghazala, a su résister aux

attaques des locaux, offrant un cadre rassurant pour l'équipe et son encadrement technique. La seconde mi-temps a été marquée par une domination plus nette des Algériens, avec un pressing haut et des occasions franches pour ouvrir le score.

Houssein Merizgue et Zakaria Draoui, entrés en jeu à l'initiative du coach, ont redonné du dynamisme à l'entrejeu. Meziane a eu deux opportunités nettes pour marquer, mais le gardien égyptien s'est montré vigilant, repoussant notamment un tir puissant des 18 mètres.

Un hors-jeu controversé a également privé Slimani d'un but prometteur, illustrant la tension et l'intensité de la rencontre.

Malgré ces occasions manquées, le match a confirmé que l'équipe algérienne progresse,

avec une cohésion défensive renforcée et une capacité accrue à absorber les phases de domination adverse.

Le score final de 0-0 est donc une satisfaction, soulignant que la sélection A' est sur la bonne voie avant de s'attaquer à la Coupe arabe.

Les leçons tirées de ces deux confrontations face à l'Égypte sont nombreuses. Les Verts devront encore travailler leur efficacité offensive et leur coordination dans les moments clés.

Cependant, le nul face à un adversaire historique et solide est un signe encourageant pour Bougherra et ses joueurs, qui pourront aborder la compétition arabe avec davantage de confiance et de maturité.

R.S

LIGUE 2 AMATEUR (10E JOURNÉE) Témouchent et Biskra toujours aux commandes, El-Harrach et Jijel se relancent

La 10e journée du Championnat de Ligue 2 amateur de football, disputée mardi, a été marquée par le statu quo en tête du classement dans les deux groupes, où le CR Témouchent (Centre-Ouest) et l'US Biskra (Centre-Est) ont conservé leur leadership, alors que plusieurs équipes, dont l'USM El-Harrach et le JSD Jijel, se sont relancées dans la course à l'accession.

Centre-Ouest : Témouchent tient bon, El-Harrach enchaine

Le duel au sommet entre le CR Témouchent et son dauphin la JS El-Biar s'est soldé par un match nul (1-1), permettant au CRT de conserver son fauteuil de leader avec 21 points, devant la JS El-Biar (20 pts). Derrière eux, l'ASM Oran, battue à la surprise générale à Mascara (1-0), manque l'occasion de prendre la tête et reste troisième avec 19 pts, alors que le succès précieux du GC Mascara lui permet de quitter la dernière place. Le derby algérois entre le RC Kouba et le NA Hussein-Dey n'a pas connu de vainqueur (1-1), un résultat de

parité qui profite peu aux deux prétendants à l'accession. Le RCK (18 pts) reste scotché à la quatrième place, devantant d'une unité son rival de toujours le NAHD (17 pts). D'autre part, l'USM El-Harrach a réalisé une belle opération, en s'imposant sur le fil devant le RC Arbaâ (2-1). A la faveur de ce succès, le troisième de suite, les Harrachis rejoignent le groupe de tête (18 pts), alors que le RCA reste lanterne rouge (4 pts). L'ESM Koléa a ramené un succès précieux contre Bechar-Djedid (1-0) et rejoint le peloton des poursuivants (17 pts), au même titre que le WA Tlemcen, vainqueur à Adrar (0-1). De son côté, le MC Saïda s'est imposé face à la JSM Tiaret (2-1), un résultat qui relance le MCS dans la bataille pour le maintien.

Centre-Est : Biskra en patron, Jijel se replace

Dans le groupe Centre-Est, le leader l'US Biskra a confirmé sa solidité en s'imposant face à l'USM Annaba (2-1), consolidant ainsi son avance en tête avec 24 points soit quatre de plus que

son poursuivant direct le CAB. Derrière Biskra, le CA Batna a été tenu en échec à domicile par le NC Magra (1-1), mais demeure solide dauphin avec 20 points. L'US Chaouia, éliminée en Coupe d'Algérie mais toujours dans le coup en championnat, a concédé une courte défaite en déplacement chez le CR Béni Thour (1-0), ce qui profite au trio de poursuivants. Le MO Béjaïa a été accroché chez lui par le NRB Teleghma (1-1), tandis que la JSD Jijel, victorieuse du NRB Béni Oulbane (1-0), revient à égalité avec le groupe de tête avec 18 points au compteur et se relance dans la course à la montée. Dans le bas de tableau, le HB Chelghoum-Laid et le MSP Batna se sont neutralisés (1-1), alors que le match opposant l'IB Khemis El-Khechna à l'AS Khroub se jouera mercredi à huis clos. La 11e journée de la Ligue 2 amateur est prévue samedi et dimanche prochains, selon le programme de la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

APS



AL-ITTIHAD

BENZEMA EN DIT PLUS SUR SON AVENIR

En fin de contrat en juin prochain, l'attaquant d'Al-Ittihad Karim Benzema (37 ans) dispose d'un avenir incertain. Ces derniers mois, de nombreuses rumeurs ont circulé concernant le Français : une prolongation avec le club saoudien, un retour en Europe ou même l'hypothèse d'un départ en retraite. Pour le quotidien AS ce lundi, l'ancien Lyonnais a évoqué son futur.

"C'est vrai que je suis en fin de contrat ici.

Je ne peux pas encore dire ce que je vais faire, si je vais rester ou partir, cela dépend de beaucoup de choses. En décembre, j'aurai 38 ans. Je me vois encore jouer au football pendant deux ans. (...) Nous verrons bien ce qui se passera, ce que pense le club. J'aime parler face à face puis voir ce qu'ils en pensent. Le mieux pour moi est de continuer ici, mais pas seulement pour une année ou deux. Je ne veux pas faire ça. (...) C'est vrai que j'ai des propositions en Europe. Je dois tout examiner, bien choisir et voir où je me sens bien, sans oublier que je me sens bien ici et que je reçois l'affection de tous. (...) En tout cas, je ne vais pas arrêter le football ni la compétition dans six mois", a assuré l'ex-Madrilène.

Cette saison, Benzema compte 5 buts en 9 matches toutes compétitions confondues.

BRÉSIL NEYMAR, LE MESSAGE D'ANCELOTTI

Absent en sélection depuis octobre 2023, le milieu offensif Neymar (33 ans, 128 sélections et 79 buts) a toujours le rêve de disputer la Coupe du monde 2026 avec le Brésil. En conférence de presse ce lundi, le sélectionneur de la Selecao Carlo Ancelotti a envoyé un message au joueur de Santos.

"Neymar se trouve dans la liste des joueurs qui peuvent disputer la Coupe du monde. Il lui reste six mois pour se faire une place dans la liste finale, et nous avons une seule chose à faire : observer, lui comme tous les autres joueurs, pour tenter d'éviter de faire des erreurs dans la liste définitive", a commenté le technicien italien.

Reste à savoir si Neymar, plombé par des blessures, sera en mesure de retrouver un bon niveau en club avant le prochain Mondial...



PAYS-BAS LE MONDIAL, KOEMAN VOIT GRAND

Lundi, les Pays-Bas se sont officiellement qualifiés pour la Coupe du monde 2026 en s'imposant nettement contre la Lituanie (4-0). À sept mois du coup d'envoi de la compétition, le sélectionneur néerlandais Ronald Koeman s'est légèrement emballé en évoquant les chances des Oranje dans ce tournoi.

"Je ne vois pas beaucoup de pays nettement supérieurs à nous. Nous l'avons prouvé à deux reprises ce printemps contre l'Espagne", a répondu l'ancien milieu de terrain en conférence de presse, rappelant le quart de finale de Ligue des Nations serré, mais perdu par les Bataves (2-2 ; 3-3, 4-5 tab).

Les Pays-Bas connaîtront leurs adversaires en phase de groupes le 5 décembre, lors du tirage au sort.



MILAN

UN RETOUR DE THIAGO SILVA DISCUTÉ

L'AC Milan pense à un mouvement assez improbable sur le marché des transferts. Selon La Repubblica, les Lombards songent à rapatrier leur ancien défenseur central Thiago Silva (41 ans), dont le contrat à Fluminense expire en juin prochain.

Malgré l'âge avancé du joueur, un retour de l'ancien Rossonero, qui a porté les couleurs du club entre 2009 et 2012, est discuté en interne. Il s'agirait d'une pige de six mois, à partir de janvier, alors que la saison au Brésil prendra fin en décembre, et qu'un retour de Silva en sélection n'est pas à exclure en vue de la Coupe du monde.

Affaire étonnante... et à suivre.

BETIS

LE BAYERN A ESSAYÉ DE CHIPER ANTONY !

Acheté 22 millions d'euros par le Betis à la fin du mercato estival, l'ailier Antony (25 ans, 8 matches et 4 buts en Liga cette saison) a reçu un appel du Bayern Munich, alors que le contrat avec l'écurie espagnole n'était pas encore signé. Dans un entretien accordé à Globo, l'ancien joueur de Manchester United a confié combien l'apparition du Bayern dans ce dossier l'a fait hésiter, bien que son vœu initial était bien de retourner au Betis, après un prêt concluant en 2024-2025.

"Le mercato a fermé ses portes le lendemain. C'était vraiment le dernier jour où nous négocions avec le Betis, et c'est à ce moment-là que j'ai reçu l'appel du Bayern. Je vais vous le dire franchement. Ça m'a vraiment fait beaucoup hésiter. On parle d'un club immense, et l'entraîneur, Kompany, avec son expérience impressionnante, m'a appelé personnellement. On a discuté, il a été incroyablement poli, il m'a dit qu'il avait toujours été un grand fan de mon jeu", a raconté le Brésilien. Mais Antony n'a pas voulu faire faux bond au club sévillan. "Il était environ 23h. J'avais tout convenu avec le Betis, j'avais donné ma parole. Tout était décidé, je ne pouvais pas faire ça à moi-même ni au club. C'était aussi une décision familiale. Je suis vraiment heureux ici, je me sens soutenu par tous ceux qui m'ont accueilli", a poursuivi l'Auriverde.

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Benzine Lamine

Gérant
Fayçal Laouar

Directeur de rédaction et publication
Dif Abdelhamid

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 »

FAX : 028.05.31.61 EMAIL : contact@dknews.dz - SITE : http://www.dknews.dz

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 FAX : 028.05.31.61 / E-MAIL : contact@dknews.dz - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

UN SOUFFLE NOUVEAU POUR L'ALGÉRIE PRODUCTIVE Oran inaugure les premières Olympiades des Métiers et affirme son ambition continentale et mondiale

Oran s'est élevée, ce lundi dernier, au rang de capitale nationale de l'excellence et du savoir-faire, en accueillant la première édition des Olympiades des Métiers, un événement d'envergure qui marque un tournant historique dans le parcours de la formation professionnelle en Algérie.

Sous la supervision du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et en présence de nombreux membres du gouvernement ainsi que de personnalités étrangères, cette cérémonie solennelle au complexe olympique "Miloud Hadeji" a offert une démonstration éclatante de la volonté nationale de hisser le pays parmi les nations pionnières en matière de compétences et de métiers.

Dès les premières paroles prononcées, le Premier ministre a donné le ton : cette manifestation n'est pas une simple compétition mais un message clair adressé au monde. L'Algérie veut réaliser un saut qualitatif dans les métiers et les compétences, et rejoindre les grandes nations qui fondent leur développement sur l'intelligence, la maîtrise technique et la créativité de leur jeunesse. Pour M. Ghrieb, cet événement est « une affirmation forte de la détermination de l'Algérie à accomplir une transformation économique globale, en s'appuyant sur ses forces vives et sur le talent de ses jeunes », conformément à la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Cette édition inaugurale, organisée sous le haut patronage du chef de l'État, symbolise également l'aboutissement de l'adhésion récente de l'Algérie à WorldSkills Africa. Une démarche ambitieuse, qui s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale visant à faire de la formation professionnelle un levier majeur de développement économique, d'innovation et de souveraineté. Le Premier ministre a rappelé que la modernisation des mécanismes et des institutions du secteur est devenue une priorité du gouvernement, convaincu que la réussite dans le monde contemporain repose sur la compétence opérationnelle, la créativité et la capacité d'adaptation aux mutations technologiques. Face aux centaines de jeunes rassemblés dans les tribunes, M. Ghrieb a lancé un appel vibrant : renforcer et exploiter davantage les capacités disponibles, afin de construire les talents de demain et préparer une jeunesse capable de porter l'éco-



nomie nationale vers de nouveaux horizons. Il a salué dans ces Olympiades un « espace d'excellence et de perfection », un laboratoire où se forgera la première génération algérienne engagée sous la bannière de WorldSkills. Pour lui, chacun de ces jeunes est un ambassadeur, un symbole vivant de cette Algérie qui brille à travers les réussites scientifiques, techniques et artisanales de ses enfants.

Dans un discours empreint d'émotion, le Premier ministre a souligné que la compétence professionnelle est une source de dignité et que la main qui maîtrise son métier contribue autant à l'édification de la nation qu'un ingénieur, un médecin ou un chercheur. Cette reconnaissance officielle du travail manuel et technique est au cœur de la nouvelle vision du pays, qui ambitionne de hisser chaque diplômé de la formation professionnelle au niveau de compétitivité exigé par le marché du travail, tout en encourageant l'entrepreneuriat et l'innovation.

M. Ghrieb a également tenu à saluer les enseignants, formateurs et encadreurs, véritables artisans de cette renaissance du secteur. Il leur a rendu hommage pour avoir transformé l'atelier en école, le métier en passion et le quotidien en voie d'accomplissement. Il a également exprimé sa re-

connaissance aux organisateurs, aux partenaires nationaux et internationaux ainsi qu'à tous ceux qui ont cru en ce projet national d'envergure et contribué à sa concrétisation. La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nassima Arhab, est venue renforcer ce message en affirmant que la formation professionnelle est aujourd'hui « le moteur de l'Algérie productive ».

Sous la conduite du président de la République, a-t-elle rappelé, l'Algérie a érigé la compétence en force centrale de son développement. Elle a décrit ces Olympiades comme une célébration de l'intelligence algérienne, une fête nationale dédiée au savoir-faire, à la créativité et au rêve, où chaque jeune démontre que croire en son potentiel revient à élever son pays. Mme Arhab a, elle aussi, salué les enseignants et formateurs qui, par leur engagement quotidien, transmettent aux jeunes l'amour du métier et le respect du travail bien fait.

Pour elle, cette manifestation n'est pas seulement un concours, mais un espace où s'expriment l'ingéniosité, l'énergie et la passion de la jeunesse algérienne. La cérémonie d'ouverture a également été rehaussée par la présence de plusieurs membres du gouvernement : le ministre de l'Intérieur, Saïd Sayoud, le ministre de la Jeu-

nesse, Mustapha Hidaoui, le ministre de l'Agriculture, Yacine El Mehdi Oualid, le ministre de l'Économie de la connaissance et des Start-up, Noureddine Ouaddah, ainsi que des responsables étrangers, dont le ministre libyen de l'Enseignement technique et la ministre d'État à l'Éducation du Nigeria. Le wali d'Oran, Ibrahim Ouchane, ainsi que des représentants de multiples institutions nationales étaient également présents.

L'événement a offert un spectacle grandiose à la hauteur de ses ambitions : présentation officielle des 550 participants issus de toutes les wilayas, show artistique illustrant la diversité des métiers, chorégraphies modernes, spectacle de drones, feux d'artifice et performances musicales.

Une mise en scène soigneusement élaborée pour rendre hommage à la jeunesse algérienne, à son talent et à son avenir. Durant plusieurs jours, les jeunes compétiteurs s'affronteront dans une grande variété de disciplines : technologies du bâtiment, travaux publics, techniques numériques, métiers des services, arts créatifs, mode, transport, logistique et bien d'autres spécialités. Les meilleurs d'entre eux porteront les couleurs de l'Algérie lors des Olympiades continentales prévues en Zambie, puis aux Olympiades mondiales de Shanghai, en Chine.

Cette première édition des Olympiades nationales constitue ainsi une étape déterminante dans la préparation de la future élite technique du pays. Elle s'inscrit dans un mouvement plus large visant à revaloriser le travail manuel, encourager l'innovation et offrir à la jeunesse algérienne une place centrale dans le développement national. Oran aura été, le temps d'une soirée, le miroir éclatant d'un pays qui avance, qui croit en sa jeunesse et qui investit résolument dans les compétences. Une Algérie confiante, ambitieuse et tournée vers l'avenir, prête à rivaliser sur les scènes africaines et mondiale, forte d'une génération qui porte haut les couleurs de l'excellence nationale.

R.N

ALGÉRIE - PALESTINE L'Algérie réaffirme sa fidélité à ses principes en clarifiant son vote sur la résolution du Conseil de sécurité relative à Ghaza

Dans une conférence de presse dense et stratégique tenue mardi au siège du ministère des Affaires étrangères à Alger, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a livré une analyse complète et approfondie de la position algérienne concernant la dernière résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation à Ghaza.

Cette rencontre, qui intervient alors que l'Algérie entame la dernière phase de son mandat de membre non permanent au sein de l'instance onusienne, a permis de mettre en relief les fondements, les motivations et les implications d'un vote qualifié de « responsable, réfléchi et fidèle » à la ligne diplomatique du pays.

D'emblée, Ahmed Attaf a tenu à souligner que l'action de la diplomatie algérienne durant ce mandat a été guidée par une vision politique claire, enracinée dans l'identité nationale et dans l'histoire militante de l'Algérie.

Il a insisté sur le fait que les appartenances arabe, islamique et africaine du pays, tout comme les principes inscrits dans la Charte des Nations unies, ont constitué la boussole constante des démarches entreprises.

« Nous avons suivi cette orientation depuis le premier jour, et nous y resterons attachés jusqu'au dernier instant de notre mandat », a affirmé le ministre.

Une large partie de son intervention a été consacrée à la récente résolution présentée par les États-Unis dans le cadre de ce qu'ils ont qualifié de « plan de paix pour Gaza ».

Le chef de la diplomatie algérienne a expliqué que le

vote favorable de l'Algérie ne procède ni d'un alignement automatique, ni d'un consentement absolu au contenu du texte, mais d'une démarche fondée sur quatre priorités jugées urgentes et essentielles.

La première concerne la consolidation du cessez-le-feu pour éviter toute reprise de l'agression israélienne.

La seconde porte sur l'instauration d'une protection internationale effective des civils palestiniens, dont la situation humanitaire demeure tragique.

La troisième priorité consiste à garantir un accès humanitaire sans entrave, et la quatrième vise la mise en place des premières mesures de reconstruction, soutenues notamment par les institutions financières internationales que la résolution appelle à mobiliser.

Attaf a mis en avant un aspect qu'il a lui-même qualifié d'« inédit » : la résolution ouvre la voie à un éventuel déploiement d'une force internationale chargée d'assurer la sécurité et la stabilité dans la bande de Gaza.

Une étape majeure, selon lui, dans la trajectoire de la protection internationale du peuple palestinien, marquant un tournant diplomatique d'envergure. Le texte réaffirme par ailleurs le rejet catégorique de tout déplacement forcé de populations et s'oppose aux projets visant à annexer ou occuper Gaza par des moyens militaires, ce qui correspond, a-t-il rappelé, à des lignes rouges déjà posées par la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique. S'exprimant sur les motivations profondes du vote algérien, le ministre a insisté sur le fait que l'Algérie s'est alignée sur la position palestinienne et sur le consensus arabe et islamique.

« L'Algérie ne peut s'écarter du choix de ses frères pa-

lestiniens, ni se dissocier de l'unanimité arabe et islamique », a-t-il déclaré, tout en précisant que cet appui ne signifie pas une adhésion totale à l'ensemble du contenu du texte.

Il s'agit, selon lui, d'un choix dicté par la responsabilité morale, politique et humanitaire, dans un contexte où « l'urgence absolue est de consolider le cessez-le-feu et de mettre fin aux crimes d'extermination et de famine infligés au peuple palestinien ». Le ministre a également replacé cette décision dans le cadre plus large de l'action diplomatique menée par l'Algérie sur plusieurs dossiers majeurs, notamment le Sahara occidental et la crise dans la région du Sahel, où des évolutions significatives ont été enregistrées grâce à la mobilisation continue de la diplomatie algérienne.

Toutefois, le dossier palestinien reste, selon ses termes, « la cause centrale et sacrée », et la résolution adoptée constitue un « point de départ », non une finalité. Elle devra être suivie, a-t-il ajouté, par des mesures concrètes, à la hauteur des défis et des souffrances du peuple palestinien.

En conclusion, Ahmed Attaf a réaffirmé que l'Algérie demeurera fidèle à ses principes et à ses engagements, en œuvrant inlassablement pour la justice, la paix et la sécurité dans la région et sur la scène internationale.

Il a rappelé que ces valeurs continueront de guider la diplomatie algérienne au-delà de son mandat au Conseil de sécurité, en affirmant une fois de plus que la position de l'Algérie, loin d'être conjoncturelle, s'inscrit dans une continuité historique, politique et morale.

R. I.